



Industrie et numérique dans m2A

**Données pour un suivi longitudinal
de la politique de soutien à l'industrie et au numérique**



Sommaire

Introduction	03
Les données concernant le village industriel de la Fonderie	05
Un village, des réalisations	06
Focus sur les habitants de KMØ	07
Etat d'avancement des projets et réalisations	08
Première évaluation financière du programme	09
L'effet de levier de l'investissement public	10
Le retour sur investissement	10
La valeur patrimoniale	11
La valeur de renom	12
L'évolution économique du quartier Fonderie en 2021	16
Evolution des établissements du quartier Fonderie	16
Evolution en nombre	16
Evolution en taille	16
Les lieux préférentiels d'installation	16
Les valeurs immobilières dans le quartier Fonderie	18
Un nombre de transactions en Hausse	18
Des prix légèrement croissants	18
Un quartier hétérogène	18
Evolutions comparées des activités industrielles, numériques et d'ingénierie dans 5 agglomérations françaises et m2A	19
Les activités industrielles	20
L'évolution des activités industrielles	21
Les activités de services aux entreprises	26
Les activités informatiques	27
Evolutions d'ensemble	27
Détail des activités dans 6 agglomérations	28
Les BMO dans les métiers de l'informatique	29
Les activités d'ingénierie	30
Les données socio-économiques	31
Conclusion	33



Introduction

La première édition de ce suivi longitudinal a été publiée en 2021. Elle visait à constituer un «état initial» et présentait l'état des projets concernant de l'ensemble du quartier Fonderie, à Mulhouse.

L'idée guide de ce travail, qui est pensé pour être régulièrement mis à jour, est de voir comment, sous le coup de l'action publique locale, régionale, nationale et avec l'appui des fonds européens, un quartier en totale déréliction, peut être requalifié, peut accueillir de nouvelles entreprises, participer à l'éclosion de nouvelles entreprises, améliorer l'image du territoire, retrouver de l'attractivité pour des catégories sociales qui le délaissent...

En d'autres termes, **il s'agit de mesurer ou d'apprécier l'impact de l'action publique, dans une démarche évaluative.** Pour cette édition 2022, l'accent est mis sur le Village Industriel de la Fonderie, soit la partie ouest du quartier, à vocation économique.

L'impact de l'action publique sur le Village peut être mesuré à plusieurs niveaux.

Le premier niveau d'analyse est celui du Village lui-même. Après avoir présenté l'état des lieux et des projets en fin d'année 2022, il s'agit de proposer une méthode qui permette de voir en quoi les investissements des collectivités publiques ont des retombées économiques et financières.

Les retombées économiques sont liées à l'attraction de nouvelles entreprises, à la capacité du projet à faire éclore de nouveaux projets, à créer une dynamique de projets.

Les retombées financières consistent en un calcul de l'effet de levier, du retour sur investissement, de la valeur patrimoniale des biens propriété de la collectivité. La collectivité investit : qu'est-ce que ça lui rapporte? Il s'agit aussi (indicateur non monétaire cette fois), de prendre en compte la valeur de renom que le territoire a acquis grâce aux opérations menées, aux investissements réalisés.

La difficulté de ce genre d'approches est qu'il s'applique à des opérations d'aménagement, qui ne produiront leurs pleins effets qu'à l'horizon 2050/60...

Le second niveau d'analyse est celui du quartier de la Fonderie. Les actions menées sur le Village débordent-elle du Village, permettent-elles à l'ensemble du quartier d'être plus attractif, pour la population comme pour les entreprises?

Pour mémoire

Le quartier Fonderie se compose de deux parties. La première est le «village industriel de la Fonderie», la seconde est un quartier d'habitat, reconnu par l'Etat comme quartier prioritaire de la politique de la ville et de rénovation urbaine. L'édition 2021 a présenté l'ensemble du quartier et ses problématiques, la version 2022 se concentre sur le Village Industriel de la Fonderie.

Pour apporter un début de réponse à cette question, deux types d'indicateurs sont mobilisés : les valeurs foncières dans le quartier et leur évolution (plus d'attractivité du quartier devrait se traduire par une augmentation des transactions et du prix du foncier) et le nombre d'établissements qui se créent dans le quartier, attirés par l'augmentation du nombre de salariés qui y travaillent, d'étudiants qui y étudient etc..

Le troisième niveau d'analyse est celui, beaucoup plus large, de l'agglomération. L'investissement réalisé dans le Village industriel vise à créer un écosystème industrie et numérique tel que les entreprises industrielles voient leur modernisation numérique ou automatique facilitée. Logiquement, un regain de dynamisme de l'industrie locale devrait se faire sentir. Ce regain peut être apprécié au regard des évolutions constatées dans quelques agglomérations proches.

Ou encore, une telle concentration de moyens et de compétences devrait se traduire par l'attrait de nouvelles entreprises dans les activités d'ingénierie ou plus généralement de services aux entreprises, activités pour lesquelles l'agglomération est actuellement «déficitaire» par rapport à d'autres.

Là encore **ces impacts ne se feront sentir qu'à long terme.** C'est tout l'intérêt d'un suivi longitudinal : se doter d'un outil qui suive «en continu» l'évolution du territoire investi, pour être en mesure d'en apprécier les dynamiques, de comprendre comment les effets attendus peuvent ou non s'y déployer.



Les données concernant le village industriel de la Fonderie

Il s'agit, dans cette première partie, de faire le point sur les projets en cours dans le village industriel de la Fonderie. De plus, une méthodologie de suivi financier des opérations est proposée. Il s'agit de tenter d'apprécier, dans la durée, l'intensité des efforts consentis par les collectivités publiques et le «rendement» de ces efforts.

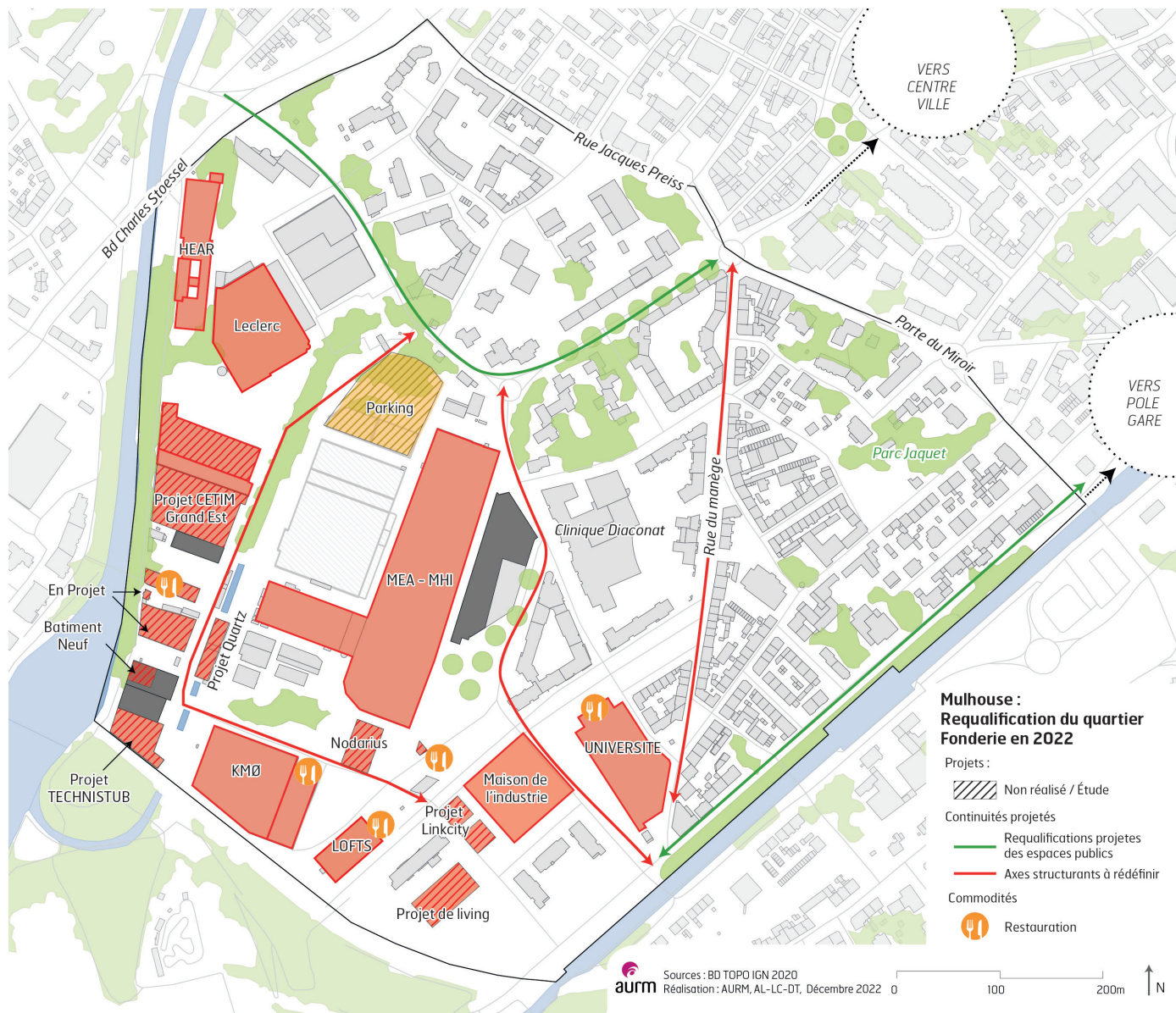


Un Village, des réalisations!

La quartier Fonderie comprend deux parties.

A l'ouest un «village industriel» où se côtoient des entreprises industrielles, des services numériques à l'industrie et des services aux particuliers, avec déjà, deux restaurants recherchés.

A l'est, une partie plus résidentielle où se déploie un projet urbain d'envergure.



La présence en un même lieu de l'Université de Haute Alsace, de centres de formation au numérique, d'entreprises industrielles et du numérique, a vocation à favoriser l'émergence d'un écosystème «industrie du Futur» qui peut s'appuyer sur l'ingénierie développée par le KMØ, «Quatrium Grand est» (porté par le CETIM Grand Est), la Maison de l'Industrie (portée par l'UIMM) et le Technistub. Des synergies fortes entre équipements structurants, innovation, industrie et formation sont attendues, dont les retombées bénéficieront à toute l'agglomération, au Sud Alsace voire au-delà.

Focus sur les habitants de KMØ

Le Club Des Locomotives est le laboratoire d'innovation des entreprises industrielles.							
Visiativ - Rector - Véolia - nsc - Solinest - Le Village CA - Sofiméca - Schmidt Groupe - SOCOMEC - Endress+Hauser - Sauter - Electis - Réseau APA - Clemessy - Bürkert - APAVE - CETIM - DSM - Merem - Nodarius - Superba - Système U							
KmØ Campus : l'animateur de l'écosystème							
Entreprises	Industrie	Entreprises	Numérique	Organismes	Formation	Organismes	Développement
EES-Clemessy	X		X	CNAM	X	Le Village by CA	X
Armadeus Systems	X		X	EPITECH	X	SEMIA	X
Black Loop	X	Première Place	X	42 Mulhouse Grand Est	X	CETIM Grand est	X
Sauter régulation SAS	X	Nartex	X	Ligne numérique	X	Grand E-Nov+	X
Salestronic	X	Pro Alpha	X	R2D2	X	LabHidouille	X
Arketex	X	Hubshare	X				
Fortil	X	IDTM Gourp	X				
Ilex	X	Julien Barriere	X				
		Actricity	X				
		DANT	X				
		Trinaps	X				
		Bootlid Services	X				
		Impact positif	X				
		Asterium	X				
		Staff and go	X				
		Wu do	X				

Relevé au 10 décembre 2022, site internet de KMØ

KMØ rassemble en un même lieu des entreprises industrielles à forte intensité technologique, des entreprises et des startups du numérique et des organismes de formation. De plus, y sont présents des organismes, tels des incubateurs, qui ont vocation à accélérer le développement de l'innovation.

Le KMØ se présente donc comme un écosystème qui a pour but d'accompagner la transformation digitale des industriels d'une part, et soutenir le développement des entreprises numériques d'autre part. Il est animé par e-nov Campus, association dédiée à l'innovation numérique et orientée vers l'accompagnement de talents prometteurs.

Au coeur de KMØ se trouve le Club des locomotives, composé d'une quinzaine d'entreprises industrielles, dont l'objectif est de détecter les besoins du secteur de l'industrie et d'accompagner leur transformation numérique, autour de projets communs.



Le développement de KMØ se poursuit avec l'aménagement de la troisième partie des bâtiments (à l'arrière) destinés poursuivre le développement des activités industrie et numérique.



Etat d'avancement des projets et réalisations

Tout projet est soumis à des aléas et doit être révisé en cours de route. La requalification du Village industriel de la Fonderie n'y échappe pas. Certains projets mentionnés en 2021 ont dû être redimensionnés, certains ont dû être abandonnés (faute, par exemple d'avoir obtenu les financements espérés) d'autres, au contraire, ont été revus à la hausse. Certains projets sont devenu réalité, d'autres ne sortiront de terre qu'en fin 2024/début 2025.

Le KM0 a totalement rempli les locaux qu'il loue actuellement et envisage d'aménager la partie arrière des locaux (non couverts par le bail emphytéotique), pour y développer ses activités. Des négociations sont en cours avec l'agglomération mulhousienne, le projet consistant cette fois à acheter cette partie des bâtiments.



Crédit photo : UIMM

La Maison de l'industrie, portée par l'UIMM, est sortie de terre et a accueilli ses premiers stagiaires. Il héberge les services de l'UIMM et le centre de formation des apprentis de l'industrie. Cet outil d'apprentissage des métiers et compétences industriels, est ouvert aux jeunes, aux salariés de l'industrie, aux demandeurs d'emploi, doté d'outils très performants et qui entend rayonner au niveau alsacien.

Le projet «Maéllis» rebaptisé «Nodarius», porte le nom du groupe éponyme, qui relocalise son siège et développera des actions d'ingénierie et de formation sur la site. Des espaces seront proposés à la location fin 2023.

A la clef, 250 emplois pourraient être localisés sur le site dans ce bâtiment.



Crédit photo : drlw architectes

Le cabinet drlw architectes transforme le bâtiment 36, dit bâtiment à clocheton. Les travaux ont commencé en avril 2022 pour une livraison en 2023

Le concours d'architectes pour le bâtiment qui sera occupé par **le CETIM grand EST** (projet Quatrium) a été lancé et a reçu de plus de 100 propositions issues de cabinets nationaux et internationaux, ce qui montre bien la notoriété acquise de ce quartier. Le CETIM y développera sa plateforme d'accélération, 1^{ère} à être labélisée par l'Etat dans le cadre du PIA «Plateforme d'accélération», en 2021.



Crédit photo Formats Urbains Architectes

Vue d'architecte du bâtiment abritant le Quatrium, soit la plateforme d'accélération pour l'industrie du futur. Ouverture prévue fin 2025

Le projet Technistub a été retravaillé pour qu'il monte en puissance et rayonne sur m2A et le Sud Alsace.



Crédit photo S&I Architectes

Technistub est un FabLab qui, en s'installant dans le quartier Fonderie, va décupler sa surface d'activités. C'est l'un des 5 FabLab français labellisé Node FAB ACADEMY par le MIT en 2021. Ouverture prévue fin 2024

Au total, on comptabilise 5 projets privés en cours de développement et 2 bâtiments à l'avenir incertain, sur lesquels il n'y a, pour l'heure, ni investissement public, ni projet clairement défini.

Au titre de l'aménagement urbain du village industriel, **le parking en silo** devrait être mis à l'étude en 2023, pour une ouverture en 2025. Ce parking comprendra 400 places, destinées aux utilisateurs du site, comme aux habitants du quartier. Il se situe à 400 m du coeur de quartier, de même que le parking qui sera aménagé à la marge du quartier à l'emplacement d'un immeuble récemment détruit (foyer ADOMA). Ce **parking en surface** aura une capacité de 80 places, mais ne sera que provisoire.

C'est un choix délibéré de laisser les voitures aux marges du quartier, pour que l'espace public soit aussi un lieu de vie.

Le projet concernant l'axe de desserte nord-est, passant entre le canal et les locaux de MEA a été arrêté. Il consistera

en un axe donnant la priorité absolue aux modes de déplacement doux et inscrira ce quartier dans la trame verte et bleue de la ville et de l'agglomération. C'est pourquoi les parkings ont été repoussés à quelques centaines de mètres du coeur de site, qu'une station de vélos en libre service a été ouverte sur le site, qui rencontre un franc succès.

Le parti pris d'aménagement du village industriel consiste en effet à **viser l'excellence environnementale et climatique**. Ce quartier, fortement minéralisé actuellement, constitue un îlot de chaleur qui pourra être résorbé grâce à son verdissement, à la réémergence de l'eau et à la création de noues. Dans le même esprit, les bâtiments réhabilités ou nouvellement construits devront viser une norme haute qualité environnementale voire bâtiments passifs. L'aménagement des espaces publics a été confié à «Sortons du bois».

Première évaluation financière

L'investissement de l'agglomération mulhousienne, de la Région Grand Est et de l'Etat a été massif pour renouveler ce quartier qui était une vaste friche en entrée de ville. Les investissements pris en compte démarrent en 2014, avec le rachat du site par m2A.

La question pour les gestionnaires publics est de savoir ce que «rapporte» la mise en oeuvre d'un tel projet.

Pour répondre à cette question, 4 grands types de réponses sont disponibles :

- **Le calcul de «l'effet de levier»**. L'investissement public doit avoir un effet d'entraînement, l'investissement public doit générer de l'investissement privé. Ce qui démontre l'intérêt du privé pour l'action publique et démultiplie son efficacité.
- **Le calcul du retour sur investissement**. C'est un classique de l'analyse financière. Mais le projet «Fonderie» repose sur des investissements publics qui s'inscrivent dans la durée, pour un retour qui se mesure en décennies.
- **La valeur patrimoniale** : l'agglomération mulhousienne disposait d'une friche de 11 ha en entrée de ville dont la valeur était très faible, les bâtiments étant pour la plupart extrêmement délabrés, les réseaux et espaces publics n'ayant pas fait l'objet d'investissements importants depuis des années. L'investissement public et l'investissement privé induit par le premier ont redonné vie à des bâtiments et à des espaces publics tels que la collectivité a augmenté son patrimoine. D'autant qu'au travers des baux emphytéotiques qu'elle a souscrits, elle reste propriétaire des locaux.
- **La valeur de renom**. Cette valeur est peu monétarisable, mais elle n'en est pas moins essentielle.

Elle prend plusieurs formes. Par exemple, l'entrée de la ville (par le train) donnait jusqu'à présent une image catastrophique de la ville, laquelle ne peut que ressortir grandie par la réhabilitation. Autre exemple, les opérations d'aménagement, l'installation d'entreprises innovantes, ont donné lieu à de nombreuses publications dans des journaux nationaux ou internationaux qui participent à redorer l'image de la ville et de l'agglomération, qui oeuvrent pour dépasser leur passé industriel.

Le réaménagement des espaces publics du village industriel

Crédit photo: Sortons du bois -m2A



Le grand axe



Crédit photo: Sortons du bois -m2A

Le parc



Crédit photo: Sortons du bois -m2A

Aménagement au nord-est de KMO



L'effet de levier de l'investissement public

L'effet de levier rapporte les investissements privés aux investissements publics. Avant que les collectivités locales n'aient investi ce village industriel, il ne se passait quasiment rien, sinon une dégradation continue du quartier. Les bâtiments progressivement tombaient en ruine.

L'émergence d'un projet privé (KMØ), qui projetait de se localiser dans ce quartier, a joué un rôle clef, qui a incité les collectivités publiques à y investir. Il s'agissait au moins de rendre possible ce projet en revoyant les réseaux et en accompagnant les investisseurs dans leur projet en concédant un bail emphytéotique.

Ces investissements et la publicité qui les ont accompagnés ont attiré l'attention d'autres investisseurs privés qui se sont engagés à acheter ou à louer d'autres bâtiments dans le quartier pour y développer de nouveaux projets.

L'effet de levier mesure donc la capacité de l'investissement public à mobiliser des fonds privés pour amplifier un projet.

Tableau de synthèse des investissements réalisés et à venir sur le village industriel de la Fonderie, en millions d'euros courants

	R é a l i s é 2022	Prévisionnel 2024	Total
m2A	9,2	13,2	22,4
Autres ets publics	19,1	12,2	31,3
Privés	36,2	23	59,22

A la fin de l'année 2022, l'investissement réalisé par des institutions publiques se monte à 28,3M€, dont 9,2M€ par m2A et 19,1M€ par d'autres acteurs publics.

Parmi ces autres acteurs publics figure au premier rang la Région Grand Est, mais aussi l'Etat via le contrat de plan Etat-Région ou l'ANRU, l'Europe qui est intervenue via le FEDER. La Communauté Européenne d'Alsace et la ville de Mulhouse figurent également parmi les investisseurs. Cette dernière finance notamment la réfection des espaces publics et une partie du parking en ouvrage.

Ces fonds publics correspondent pour l'essentiel à des investissements : achat du site en 2014, démolition de bâtiments, réhabilitation de bâtiments, des espaces publics, construction de nouveaux bâtiments... Y ont été inclus 1,2M€ de subventions de fonctionnement car elles ont financé de l'ingénierie, pour bien calibrer certains projets et leur permettre de s'installer sur le site et de s'y développer.

Si l'on rapporte l'investissement public total à fin 2022 aux investissements réalisés à cette même date par des entreprises privées, on obtient un effet de levier de 1,3. **Pour 1 euro investi par les entités publiques, les entreprises privées ont investi 1,3 euro.**

L'investissement privé correspond au rachat de terrains ou de bâtiments et aux travaux de réhabilitation des bâtiments réalisés par les entreprises. Il s'agit d'une estimation car, d'une part, toutes les entreprises n'ont pas affiché un montant de travaux définitif ; d'autre part, il n'est pas exclu que certaines entreprises y aient inclus des frais liés à

l'aménagement intérieur de leurs locaux.

Cet effet de levier va légèrement baisser, à 1.2 à l'horizon 2024 car les acteurs publics vont continuer à beaucoup investir en 2023/2024 (démolition de bâtiments, aménagement des espaces publics...). Cette valeur devra être actualisée au cours des années à venir pour tenir compte de l'évolution des projets.

Au-delà de 2024, l'effet de levier devrait croître car plusieurs bâtiments seront encore disponibles et parce que le succès de l'opération devrait entraîner une croissance de la valeur foncière, donc des prix de vente ou de location plus élevés.

De ce point de vue, la réhabilitation du village industriel est une opération intéressante économiquement au sens où l'intervention publique réussit à drainer un flux d'investissements privés supérieur. D'autant que les investissements réalisés dans la réhabilitation des bâtiments, la construction de nouveaux bâtiments etc bénéficient en partie à des entreprises locales et viennent soutenir les entreprises et l'emploi locaux.

Le retour sur investissement

Pour l'instant, le retour sur investissement est faible. Pour rappel, le retour sur investissement se calcule de la manière suivante : (gains de l'investissement - coût de l'investissement)/coût d'investissement.

Le coût de l'investissement est à peu près connu (voir ce qui précède), mais les gains sont plus incertains. Il s'agit :

- des investissements privés pour l'achat de bâtiments ou de foncier,
- des loyers payés par les établissements qui bénéficient d'un bail emphytéotique,

Synthèse des investissements réalisés et à venir et des recettes attendues sur le VIF, en millions d'euros courants

	Cumul 2014/ 2022	Cumul prévu 2024
Investissement m2A	9,2	22,4
Vente de bâtiments	1,5	2,8
Loyers perçus	2,5	2,9
Impôts perçus	0,65	nc
Total recettes	4,65	
Retour	-0,49	

Rappelons que les investissements ont démarré en 2014, mais que les premières entreprises nouvelles n'ont été créées qu'à compter de 2017, au mieux. Le KMØ ne s'est installé qu'en 2019. Cela explique une fiscalité relativement faible, qui devrait augmenter à l'avenir. D'autre part, certains bâtiments sont pour l'heure sans affectation, leur vente dans les années à venir alimentera les recettes de l'opération.

- et de l'ensemble des impôts payés à la collectivité investisseuse par les entreprises nouvelles créées sur le site.

Il est beaucoup trop tôt pour que le calcul du retour sur investissement soit pertinent. De 2014 à 2022,



l'agglomération mulhousienne a beaucoup investi. En premier lieu, le rachat du terrain et des bâtiments de l'entreprise MEA a permis son maintien sur le site de l'entreprise. Ensuite, des projets ont pu se concrétiser : KMØ, Nodarius, Maison de l'industrie.

En 2023 et 2024, la collectivité devra encore beaucoup investir car l'investissement dans les espaces publics conditionne la réalisation de plusieurs projets privés. Une fois ces projets réalisés, M2A encaissera des recettes (loyers, vente de bâtiments, impôts). Mais les projets en cours ne produiront de recettes qu'à compter de 2025/2026.

On s'attend donc, après 2025, à une forte augmentation du retour sur investissement, lié notamment aux loyers qui seront versés par les emphytéotes, soit à peu près 0,5M€ par an.

Rapporter les recettes cumulées depuis 2014 aux investissements massifs depuis 2014 n'a donc pas grand sens. Il faut garder à l'esprit que la rentabilité financière d'une opération d'aménagement ne s'obtient, le cas échéant, que sur un horizon de temps très long. Pour cause, la collectivité a signé des baux emphytéotiques qui ont pour durée 45 ans et 60 ans.

C'est donc à très long terme que l'investissement public trouvera sa rentabilité. L'important pour la collectivité au travers des données qui devront être actualisées chaque année est de pouvoir suivre la dynamique.

La valeur patrimoniale

L'intervention publique, les dépenses publiques constituant un investissement présentent l'intérêt d'augmenter le patrimoine de la collectivité. Il en va ainsi de l'éducation par exemple. C'est un investissement important, qui accroît le capital humain de la nation, son patrimoine culturel. Il contribue donc à la compétitivité de son économie à terme.

Dans notre cas, l'investissement réalisé dans le village industriel de la fonderie a profondément transformé un ensemble d'actifs qui ont pris de la valeur, via des travaux de réhabilitation des bâtiments et via le réaménagement des espaces publics. Certains ont été ou seront revendus, d'autres restent la propriété de m2A qui voit donc son patrimoine croître.

Toute la difficulté consiste à évaluer la valeur des actifs avant les opérations et leur valeur après les opérations de requalification du site.

Il est possible de considérer que le prix d'achat de l'ensemble du site est un bon indicateur de sa valeur, soit à peu près 90€ le m² construit. C'est d'ailleurs l'estimation réalisée par les Domaines pour les bâtiments qui ont été vendus ou vont l'être à très court terme. A l'exception du «bâtiment à clocheton», qui a été vendu nettement plus cher, en raison de sa valeur patrimoniale et de son état.

Pour les bâtiments qui restent propriété de l'agglomération, on peut considérer que leur valeur est égale à leur prix d'achat, majoré des travaux de réhabilitation qui y ont été réalisés.

La question se pose pour les bâtiments dont la collectivité

Quelques partis pris pour le calcul du ROI

Le quartier tel que pris en compte ici est l'ensemble du quartier Fonderie et non le seul village industriel. En effet, d'une surface limitée, il sera à terme saturé. Des entrepreneurs vont peut-être rechercher des opportunités foncières à proximité. Le périmètre est donc un peu plus large. D'autant que la présence de salariés et d'étudiants additionnels a pu et peut encore attirer des entreprises (commerces, services...) à la marge du village industriel.

Sur ce périmètre, ont été recherchées toutes les entreprises nouvellement installées depuis 2017, qui ont été attirées par la politique publique menée.

Les impôts payés par les entreprises plus anciennement installées dans le quartier ne sont donc pas intégrés aux calculs, à l'exception de MEA. Le rachat du foncier de MEA a conditionné son maintien sur le site. Nous considérons donc que les impôts payés par cette entreprise depuis 2014 sont le fruit de la politique publique menée.

A cela viennent s'ajouter les entreprises nouvelles, créées sur le site (start up KMØ) mais qui, pour des raisons variées, déménagent et s'installent ailleurs dans l'agglomération. Créées grâce à la politique menée, elles continuent de bénéficier fiscalement à l'agglomération. Elles sont bien sûr exclues des calculs si elles déménagent hors de l'agglomération.

est propriétaire et qui pour l'heure ne sont pas affectés à un projet. La valeur d'achat ne peut être prise en référence car quand ces bâtiments seront vendus (le cas échéant), ils bénéficieront de l'ensemble des travaux d'aménagement réalisés, et notamment de la requalification des espaces publics. Il faudra attendre de nouvelles estimations des Domaines ou des offres de marché pour se prononcer sur la valeur des actifs restant. Pour l'heure, on peut inclure dans le patrimoine de la collectivité le montant des investissements dans les espaces publics réalisés.

Estimation de la valeur patrimoniale des biens propriété de m2A

	Réalisé 2022	Horizon 2024
Achat du site	7,4	7,4
Revente de bâtiments	1,5	2,8
Total	5,9	4,6
Réhab bâti stricto sensu	20	46,7
Espaces publics		2,7
TOTAL	25,9	54

Ne sont pris en compte que les investissements publics et privés dans la réhabilitation des bâtiments

Dans cette logique, **l'investissement réalisé s'avère très profitable** puisque le patrimoine de la collectivité s'accroît sensiblement grâce à cette opération d'aménagement.



La valeur de renom

47 articles de presse consacrés au quartier Fonderie (hors journaux locaux/régionaux) ont été recensés. Les projets économiques qui se développent sur le quartier Fonderie, grâce au soutien que leur apportent les collectivités publiques, génèrent **un effet d'image positif pour l'ensemble du territoire**. En effet, ces projets ont fait l'objet d'une vaste publicité dans la presse nationale et régionale (non reprise dans ce qui suit). Il s'en suit un possible changement de regard porté sur l'agglomération, ce qui ne peut que bénéficier à son attractivité.

Libération	21 juin 2014	Economie numérique, L'Alsace défriche
Libération	23 juin 2014	Cinq jeunes pousses prennent racine
La tribune	17 sept 2014	Strasbourg et Mulhouse, alliées pour une ambition commune
Usine digitale	02 nov 2015	À Mulhouse, la future cité numérique KMØ a trouvé son financement
La tribune	19 nov 2015	Le village du numérique prend ses quartiers à Mulhouse
La tribune	19 nov 2015	A Mulhouse, la Fonderie retrouve une seconde jeunesse !
Bilan.ch	12 mai 2017	Mulhouse se forge un avenir sans usine
Le moniteur	23 mai 2017	Le village numérique va émerger de la Fonderie à Mulhouse
Le monde	21 mars 2017	Avec kilomètre zéro, Mulhouse tient sa cité numérique
Le monde	18 nov 2017,	Mulhouse passe à l'heure numérique
Construction21	24 mai 2017	Le village numérique va émerger de la Fonderie à Mulhouse
Figaro immob	31 oct 2017	Les campus de start-up géants ne sont pas une exclusivité parisienne
Les échos	13 février 2017,	KMØ, la maison du numérique est sur les rails
Journal des entreprises	mars 2017	KmØ son nom de code bâtit l'ambassade du numérique à Mulhouse
Journal des entreprises	mai 2017	50M de fonds propres investis dans le Grand Est en 2016
Banque des territoires	1 fev 2019	Industrie du futur à Mulhouse : le site KMØ accueille ses premiers occupants
L'usine nouvelle	18 mars 2019,	Le Sud Alsace, un «Territoire d'industrie» dans les starting blocks
L'usine nouvelle	10 oct 2019	Station F, H7, KmØ... ces friches industrielles transformées en campus numérique
L'usine nouvelle	14 mars 2019	Des territoires pour relancer l'industrie
Tendances Nomad	24 avril 2019	L'Alsace renforce son offre MICE
L'express0	26 sept 2019,	Un pôle numérique ouvre dans une ancienne usine à Mulhouse
Mag industrie	14 mars 2019	A Mulhouse, KMØ vise à accompagner la transformation numérique des industries
Les échos	27 dec 2019	Mulhouse : une usine convertie en pôle numérique
AFP	26 sept 2019	Un pôle numérique ouvre dans une ancienne usine à Mulhouse
Caisse DD	1 fev 2019,	Industrie du futur à Mulhouse : le site KMØ accueille ses premiers occupants
Info durable	26 sept 2019,	Un pôle numérique ouvre dans une ancienne usine à Mulhouse
Journal des entreprises	5 déc 2019	Mulhouse fait de la Fonderie une locomotive numérique
L'usine nouvelle	16 oct 2020,	Dans le Grand-Est, des locomotives et des projets porteurs
La tribune	14 fév 2020	Patrick Rein, locomotive du numérique à Mulhouse
Banque des territoires	6 mars 2020,	Village numérique KMØ
Tic et +	3 mars 2020	KMØ Rapprocher les mondes de l'industrie et du numérique
Courrier des maires 1	6 mars 2020	Mulhouse cherche à se réinventer à travers l'industrie digitale
Le moniteur	24 janv 2020,	La construction fait des rencontres dans le village numérique de Mulhouse
Le moniteur	5 juin 2020	Mulhouse : Un technocentre à la Fonderie
Azerty	n03	Le numérique au service de la relance
Journal des entreprises,	28 janvier 2021	Le réseau d'écoles d'informatique 42 de Xavier Niel s'implante à Mulhouse
Journal des entreprises	5 fév 2021	Grand E-Nov + déménage à KMØ
Les échos	18 juillet 2021	Mulhouse : une école 42 de Xavier Niel recrute sa 1 ^{ère} promotion
Les échos	05 aout 2021	La fonderie, nouveau site de l'industrie 4.0
AFP	05 nov 21	A Mulhouse, l'incubateur KMØ reçoit un renfort de poids avec l'école de Xavier Niel
Les échos,	16 nov 2021	Des rencontres pour encourager l'entrepreneuriat à Mulhouse
Les échos	16 déc 2021	Le CETIM lance sa plateforme d'accompagnement des industries à Mulhouse
Usine nouvelle des	3 avril 2022	A Mulhouse, cet édifice bâti en 1900 pour la recherche accueillera de nouveau ingénieurs
Le moniteur	27 mai 2022	Ca bouge au «36»
Les échos	12 juin 2022	Le groupe d'ingénierie Nodarius va proposer des formations à ses clients
Banque des Territoires	édition 2022	25 lieux qui changent l'innovation en France

Un gain évident pour l'image de la ville



Voilà ce que pouvait voir il y a quelques années un visiteur arrivant en train à Mulhouse. Une vaste friche, ou plutôt des ruines. Le bâtiment de droite est devenu «l'Atelier», qui accueille des lofts d'habitation et des entreprises et professions indépendantes (architectes...). Cette opération a été réalisée dans le cadre de la ZAC Fonderie par la ville de Mulhouse.



L'ancien pont en béton, démoli en 2010 pour raisons de sécurité, bien visible également du train, a laissé place à une passerelle destinée à créer un lien avec le quartier Daguerre, qui ne peut être empruntée que par les piétons. Cette opération a été réalisée par la ville de Mulhouse dans le cadre de «Mulhouse Diagonales»



Les évolutions du Quartier Fonderie

Le périmètre s'élargit, pour passer du village industriel à l'ensemble du quartier Fonderie. Cet élargissement s'explique par le fait que l'attractivité du village industriel, la présence d'un nombre croissant de salariés et d'étudiants (estimés à 600 pour le seul KMØ, qui viennent s'ajouter aux 1600 étudiants de l'UHA) peut inciter des entreprises à venir s'installer, si ce n'est sur le site, du moins dans le quartier.

Deux grands indicateurs sont ici retenus : d'une part, le nombre d'établissements nouveaux dans le quartier et l'évolution de leur effectifs estimés ; d'autre part, les valeurs foncières dans le quartier, qui devraient croître à mesure que son attractivité croît.



L'évolution des établissements du Quartier Fonderie

Evolution en nombre

Par rapport à 2017, **on constate une croissance du nombre d'établissements présents dans le quartier**. Ils sont 167 de plus. Pour mitiger un peu cette donnée, il faut préciser que sur ces 167 établissements, beaucoup (89) ont pour activité l'immobilier ou «autres» et n'ont probablement pas de réelles activités économiques. Nonobstant, il reste 78 établissements de plus dans des activités économiques clairement identifiées. Deux remarques à leur propos peuvent être formulées;

- D'une part, on constate une bonne dynamique dans le coeur de cible de la politique menée, avec 42 établissements de plus dans les activités d'ingénierie, du numérique et de services aux entreprises. Le quartier héberge, fin 2021, un peu plus de 100 établissements dans ces activités cibles.
- D'autre part, la dynamique du village industriel ne déborde pas vraiment sur le quartier. L'offre commerciale et d'hôtellerie-restauration stagne depuis 2019, seul le nombre d'établissements du BTP augmente, ce qui n'est pas lié à la politique menée en faveur du quartier puisque c'est une tendance valable dans toute l'agglomération.

Les établissements du quartier Fonderie, fin 2021 (données SIRENE)

	industrie	ingénierie	numérique	serv entrep	commerce	HRB	BTP	serv collectifs	autres	immob	Total
2017	11	10	7	34	32	18	28	177	79	88	484
2019	14	17	14	47	41	24	29	186	105	109	586
2020	14	14	18	44	42	25	35	179	116	111	598
2021	16	17	20	51	45	25	38	188	130	121	651
Evol	5	7	13	17	13	7	10	11	51	33	167

Evolution en taille

Un autre signe positif est le changement de taille de ces établissements dans les activités cibles. En 2017, 2018 et 2019, aucun établissement du secteur numérique n'avait de salarié selon l'INSEE. En 2021, 4 sont employeurs. Dans le secteur des services aux entreprises, on trouve maintenant un établissement dans la tranche des 20 à 49 salariés, ce qui n'était pas le cas auparavant. Même tendance dans

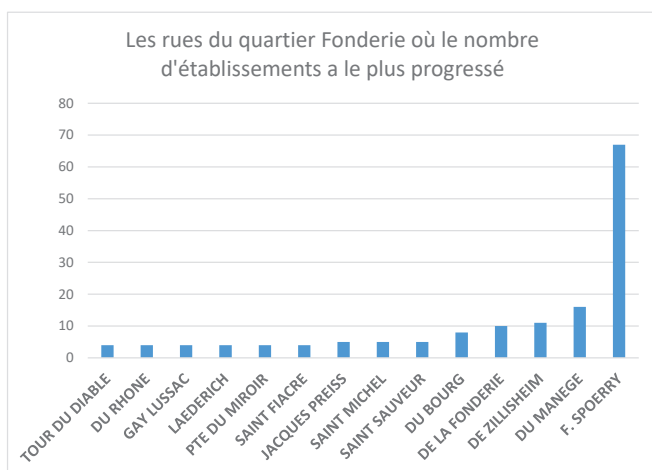
l'ingénierie avec deux petites entreprises de plus dans la tranche des 3-5 salariés.

Ce ne sont certes que des tendances fragiles qui demanderont d'être confirmées dans la durée, mais elles laissent espérer un développement du tissu d'entreprises et de l'emploi dans ce quartier.

Pour l'heure, avec toutes les réserves dues à la méthode d'estimation des effectifs (voir ci-contre), les calculs aboutissent à un cumul de 2162 emplois à la fin de l'année 2021, soit 500 de plus qu'en 2017.

Les lieux préférentiels de localisation

Sans surprise, la rue François Spoerry est celle qui a connu la plus forte croissance du nombre d'établissements. Certains (professions libérales), ont choisi de s'installer dans le bâtiment 1 dit L'atelier où étaient proposés des lofts et des bureaux et bien d'autres se sont installées ou ont été créés dans le KMØ.



Evolution de la taille des établissements présents fin 2021 dans le Quartier Fonderie

2021	Industrie	ingénierie	numérique	serv entreprises	commerce détail	HRB	bâtiment	serv collectifs	immob	autres	Total	effectifs estimés
sans salariés	14	13	16	40	33	15	31	152	118	114	546	200
de 1 à 2				3	3	5	5	13	2	12	43	65
de 3 à 5		3	1	3	5			5		2	19	86
de 6 à 9			2	2	3	1	1	2		1	12	90
de 10 à 19			1	2		2	1	6			12	174
de 20 à 49	1			1		2		8			12	414
50 salariés et plus	1	1			1			2	1	1	7	1134
Total	16	17	20	51	45	25	38	188	121	130	651	2162

2020	Industrie	ingénierie	numérique	serv entreprises	commerce détail	HRB	bâtiment	serv collectifs	immob	autres	Total	effectifs estimés
sans salariés	12	12	18	34	32	16	28	139	109	100	500	187
de 1 à 2				1	4	5	5	15		10	40	60
de 3 à 5		1		4	4	1		8		3	21	95
de 6 à 9				2	3		1	2		2	10	75
de 10 à 19	1			3		1	1	5			11	160
de 20 à 49						2		8			10	345
50 salariés et plus	1	1			1			2	1		6	972
Total	14	14	18	44	44	25	35	179	110	115	598	1893

2019	Industrie	ingénierie	numérique	serv entreprises	commerce détail	HRB	bâtiment	serv collectifs	immob	autres	Total	effectifs estimés
sans salariés	12	15	14	36	30	15	22	144	107	91	486	178
de 1 à 2				2	5	7	4	18	1	7	44	66
de 3 à 5		1		4	3		2	6		5	21	84
de 6 à 9					2		1	3		2	8	60
de 10 à 19	1			5		1		5			12	174
de 20 à 49						1		8			9	311
50 salariés et plus	1	1			1			2	1		6	972
Total	14	17	14	47	41	24	29	186	109	105	586	1845

2017	Industrie	ingénierie	numérique	serv entreprises	commerce détail	HRB	bâtiment	serv collectifs	immob	autres	Total	effectifs estimés
sans salariés	8	8	7	19	20	9	20	126	84	59	360	118
de 1 à 2				6	4	6	5	25	3	10	59	89
de 3 à 5		1		4	4	1	3	8		5	26	104
de 6 à 9	1			2	3			5		2	13	98
de 10 à 19	1			3		1		5		3	13	189
de 20 à 49						1		6			7	242
50 salariés et plus	1	1			1			1	1		5	810
Total	11	10	7	34	32	18	28	176	88	79	483	1648

La méthode adoptée pour évaluer les effectifs a changé par rapport à l'édition 2021. Pour rappel, l'INSEE n'indique que des tranches d'effectifs. Pour attribuer un effectif à une entreprise, le milieu de tranche a donc été adopté pour les établissements allant de 1 à 49 salariés.

Par ailleurs, une très grande partie des établissements sont réputés non employeurs, ou bien leurs effectifs ne sont pas renseignés. Or, dans des activités de commerce, de BTP, de services... on trouve des artisans et commerçants ou des professions libérales. Leurs emplois ne sont pas comptabilisés puisque l'INSEE n'indique que les tranches d'effectifs salariés. La convention suivante a été adoptée: pour tous les établissements sans salarié allant de l'industrie au bâtiment, nous avons considéré qu'un établissement vaut 1 emploi. Pour les services collectifs, l'immobilier et les autres activités, chaque établissement vaut 0,1 emploi.

Enfin, pour les plus grands établissements (Hypermarché Leclerc, Clinique du diaconat, Université, APAVE, MEA...), une moyenne approximative a été établie à 162 salariés par établissement.

Les effectifs estimés dans ces tableaux doivent donc être vus comme des ordres de grandeur dont la valeur est de permettre d'apprécier les évolutions que connaît le quartier.

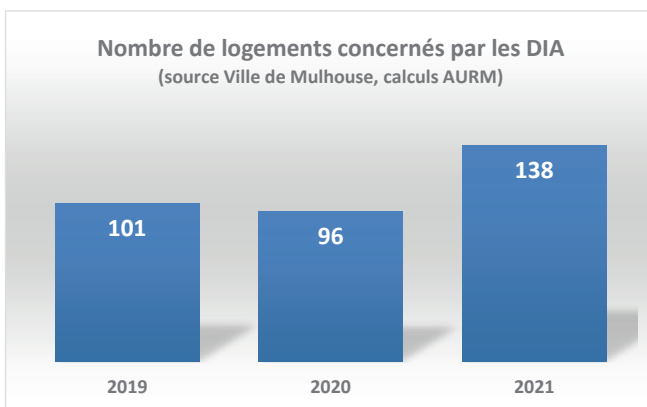


Les valeurs immobilières du quartier Fonderie

Cet indicateur permet de suivre à la fois le nombre de Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA), le nombre de logements concernés et l'évolution des prix de l'immobilier dans le quartier. Un regain d'attractivité devant logiquement se traduire par une croissance des transactions et une croissance des prix.

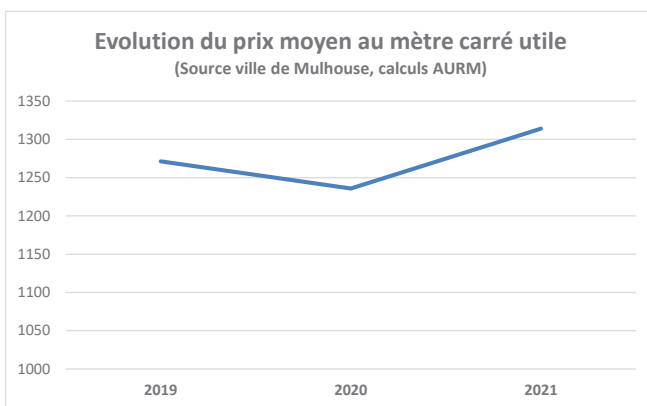
Un nombre de transactions en hausse

En 2021, les DIA concernent un nombre un peu plus élevé de logements que les années précédentes. Mais la crise sanitaire rend cette tendance peu probante, à confirmer dans le temps donc.



Des prix légèrement croissants

Le prix moyen au mètre carré s'élève à 1 314€ en 2021, ce qui est supérieur au prix moyen des années 2019 et 2020.



Des prix portés par les petits logements

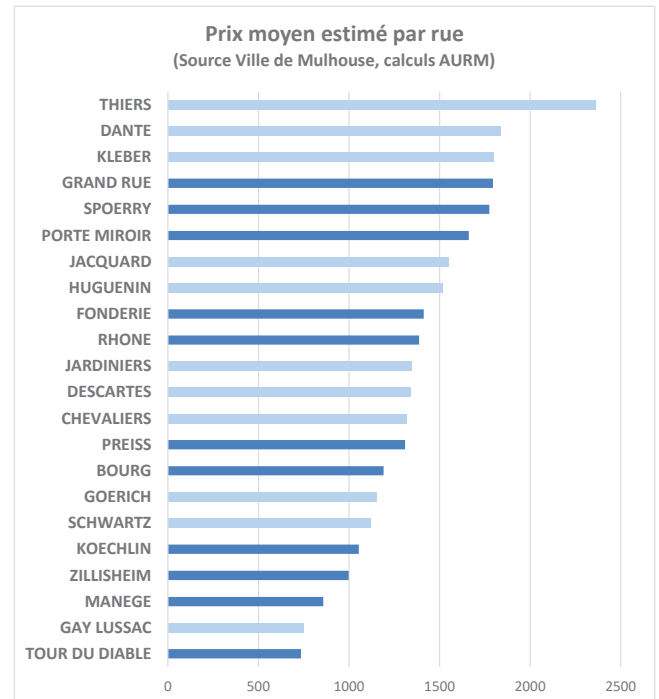
	prix moyen au m2	nb de logements
moins de 40M	1698	41
de 40 à 70m	1236	65
de 70 m et plus	1271	32
Total général	1314	138

Les logements de surface inférieure à 40M² ne sont pas les plus nombreux, mais il sont nettement plus chers au m² que les logements plus grands.

Toutes les données présentées sont issues de l'exploitation des Déclarations d'Intention d'Aliéner de la ville de Mulhouse. Il peut exister un écart entre le nombre de DIA et le nombre de transactions réelles.

Un quartier hétérogène

Les prix moyens au m² estimés sont très variables d'une rue à l'autre. La rue Thiers reste apparemment la plus chère (présence d'un immobilier patrimonial), les rues du manège, Gay Lussac et Tour du diable sont les plus abordables.



Les prix indiqués pour les rues en bleu clair sont peu significatifs du fait d'une très faible nombre de DIA (- de cinq) en 2021.

Méthodologie

Comme pour l'édition 2021, le fichier des DIA a dû faire l'objet de corrections. La distribution des prix et des surfaces utiles montre, aux deux extrêmes, quelques DIA «aberrantes». Soit d'énormes surfaces ne correspondant souvent dans le fichier à aucun logement, soit des prix extrêmement bas ou élevés. Pour obtenir le prix (probable) d'un logement «moyen», 4 DIA correspondant à des prix au m² inférieurs à 609€ et 14 correspondant à des prix supérieurs à 2 387€ ont été supprimés du fichier ainsi que 7 DIA de plus de 129m² de surface utile (dont 4 sans aucun logement)



Evolutions comparées des activités industrielles, numériques et d'ingénierie dans 5 agglomérations françaises et dans m2A

L'investissement majeur dans le village industriel de la Fonderie vise à aider les entreprises à se tourner vers l'industrie du futur, à se numériser et à s'automatiser. Cet investissement devrait donc, à terme, se traduire par des dynamiques plus robustes dans les branches industrielles, comparées à celles d'autres agglomérations.

Il devrait, logiquement, se traduire également par une attraction renouvelée du territoire pour les activités de services aux entreprises et tout particulièrement les activités d'ingénierie et numériques. Le fait de disposer d'un incubateur numérique devrait générer de nouvelles entreprises dans ces domaines.

Enfin, une offre renouvelée de formation ouverte à des non bacheliers par exemple, devrait participer à l'augmentation du niveau de formation de la population jeune. Tout comme le développement des activités sus-mentionnées devrait se concrétiser par une croissance plus vigoureuse de la part de cadres et professions intermédiaires dans la population.

Bien évidemment, il ne faut pas s'attendre à ce que, depuis 2017, qui marque le réel démarrage du projet Fonderie, ces données structurelles, aient été bouleversées. Les évolutions socio-économiques devront s'apprécier dans la durée.

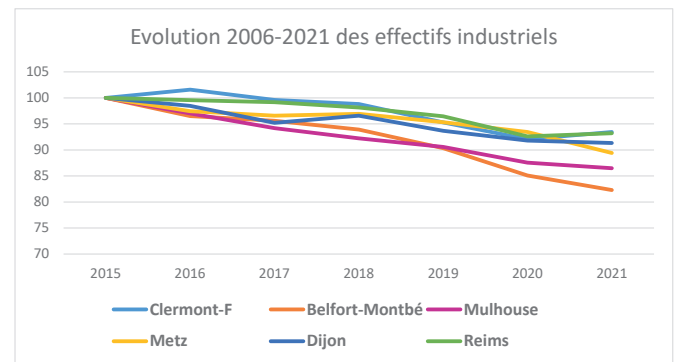
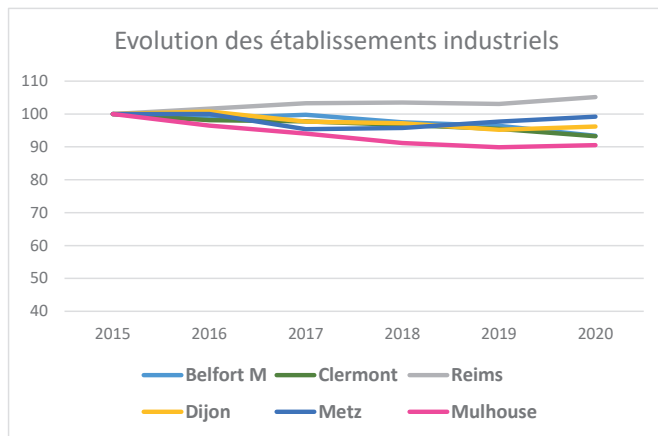


L'industrie

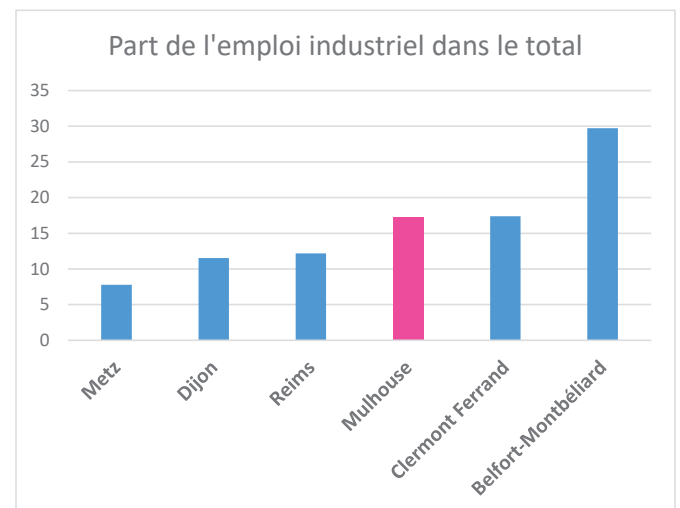
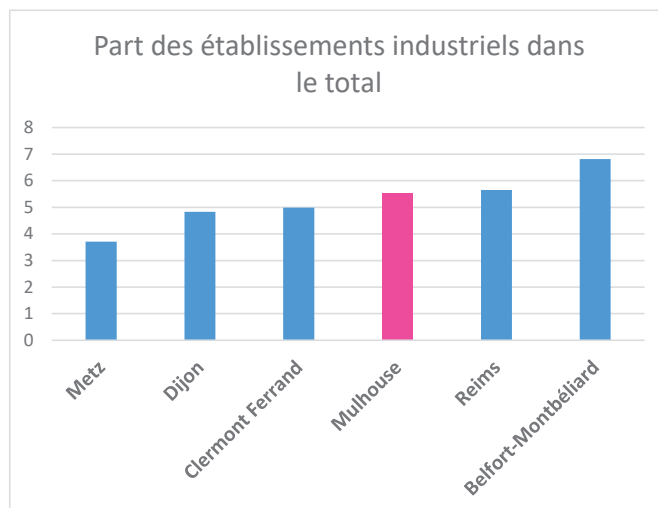
Les données présentées dans ce chapitre sont intégralement issues de l'ACOSS (URSSAF) et ne portent donc que sur les établissements du champ marchand ayant un compte employeur

Nombre total de salariés et salariés de l'industrie

	Nb salariés Total			Dans l'industrie			Part industrie	
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2021
Belfort-Montbéliard	69181	65409	65059	21495	20245	19578	31,1	30,1
Metz	77024	75972	79220	6079	5959	5702	7,8	7,2
Dijon	94567	94856	95834	11296	11067	11011	11,9	11,5
Clermont-Ferrand	109433	107506	110803	19748	19081	19366	18	17,5
Reims	85264	84424	86538	10563	10139	10204	12,4	11,8
Mulhouse	83140	80948	82488	14631	14149	13973	17,6	16,9



Dans m2A comme dans les autres territoires, les effectifs industriels (des établissements comme des salariés) sont durablement orientés à la baisse. Reims réussit à gagner quelques établissements et les effectifs salariés messins sont stables. m2A perd des établissements (43) et est l'un des territoires où la baisse des effectifs salariés est la plus marquée (-1950).



Deux territoires se distinguent : Metz qui a une faible économie industrielle (et parallèlement beaucoup de services) et Belfort-Montbéliard, dont l'économie est déterminée par la présence de Stellantis

m2A a un profil proche de celui de Clermont-Ferrand avec presque 5,5% d'établissements industriels qui représentent 17% des effectifs salariés de m2A.

L'évolution des activités industrielles

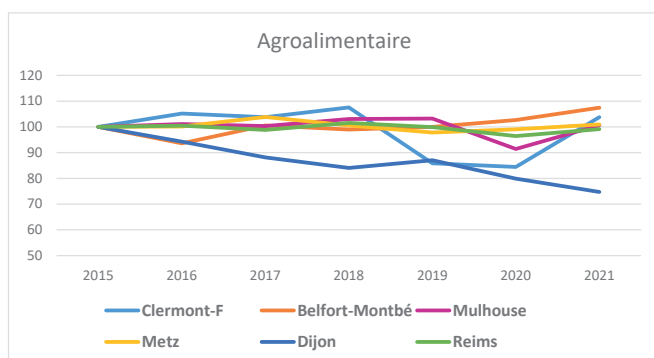
Comme pour la version 2020, l'année de référence est 2015, où apparaît la reprise économique en France. Cela permet de situer, en «longue période», la dynamique locale pour les différentes activités. La crise sanitaire ayant bouleversé les marchés, un tableau est ajouté pour chaque activité qui précise les volumes d'emplois concernés et leur évolution depuis 2019.

Deux groupes d'activités peuvent être distingués : celles où l'industrie mulhousienne se montre dynamique et crée des emplois ; celles où des pertes d'emplois sont constatées et où l'industrie mulhousienne se montre moins dynamique que les autres territoires. Un travail spécifique mériterait d'être réalisé concernant ces activités pour connaître les causes de cette faiblesse et les éventuels moyens d'y pallier.

Les activités dynamiques

Industrie agro-alimentaire

Les IAA constituent un secteur relativement important avec presque 1000 salariés dans m2A et quelques acteurs de poids comme Maurer ou Valfleuri... Les effectifs sont globalement stables depuis 2015. La tendance locale est conforme à la tendance d'ensemble.



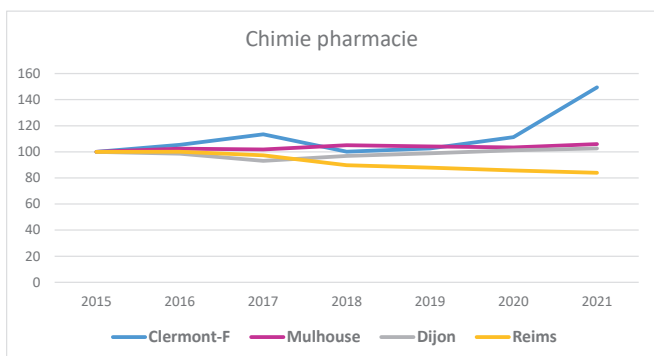
Nombre de salariés de l'agro-alimentaire

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	188	193	202	+7
Metz	535	542	552	+3
Reims	2409	2326	2391	-1
Dijon	1033	948	887	-14
Clermont-Ferrand	364	358	440	+21
Mulhouse	1022	905	996	-2

Les effectifs qui ont fortement baissé en 2020 sont repartis à la hausse en 2021 ce qui limite les pertes à 26 postes depuis 2019.

Chimie et pharmacie

La présence d'un pôle important (plateforme d'intérêt national) distingue m2A. Cette branche industrielle gagne quelques dizaines d'emplois depuis 2015. Seule l'agglomération de Clermont-Ferrand fait mieux.



Nombre de salariés dans la chimie et la pharmacie

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	46	40	21	-54
Metz	36	36	11	-69
Reims	1374	1340	1312	-5
Dijon	1975	2020	2048	+4
Clermont-Ferrand	779	844	1134	+46
Mulhouse	1296	1287	1319	+2

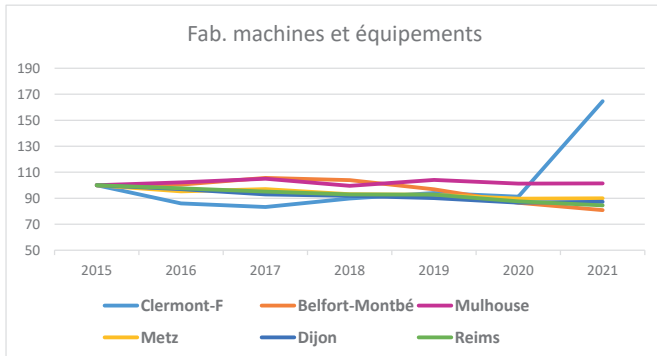
Les effectifs n'ont pas été impactés par la crise (impossibilité d'arrêter de produire) et les effectifs sont toujours légèrement croissants

Belfort-Montbéliard et Metz n'apparaissent pas dans ce graphique car ces activités y sont quasi absentes



Fabrication de machines/équipements

Les effectifs sont en légère croissance depuis 2015. Seule l'agglomération de Clermont-Ferrand fait mieux, mais à partir de volumes d'emploi très faibles.



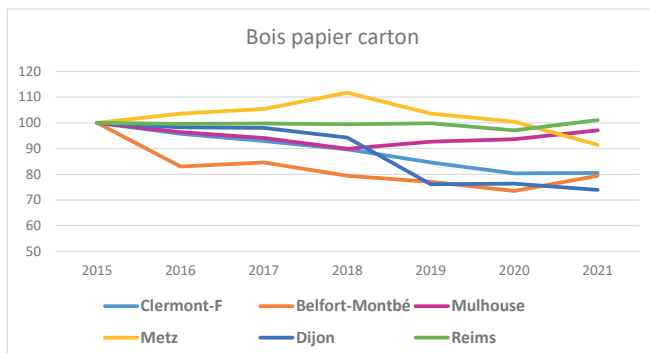
Nombre de salariés de la fabrication de machines et équipements

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	2560	2284	2136	-17
Metz	412	399	400	-3
Reims	803	758	731	-9
Dijon	1001	962	970	-3
Clermont-Ferrand	202	196	354	+75
Mulhouse	684	665	666	-3

Avec là aussi une bonne capacité de résistance puisque les effectifs sont quasi stables sur les 3 dernières années, avec une perte limitée à 18 postes.

Industrie du bois, papier, carton

Ces industries se sont reprises à partir de 2018, ce qui permet d'afficher quelques dizaines d'emplois en plus en 2021 par rapport à 2015.



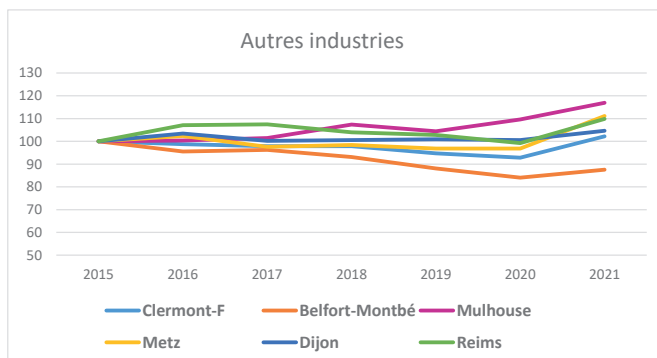
Nombre de salariés dans le bois papier cartons

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	195	186	201	+3
Metz	230	223	203	-12
Reims	754	733	763	+1
Dijon	622	624	604	-3
Clermont-Ferrand	1317	1251	1254	-5
Mulhouse	671	678	703	+5

La crise n'a pas entamé la dynamique, l'emploi continue de progresser.

Autres industries (meubles, extraction, jouets...)

Activités généralement en croissance où m2A a gagné quelques emplois (46) depuis 2015.



Nombre de salariés dans les autres activités industrielles

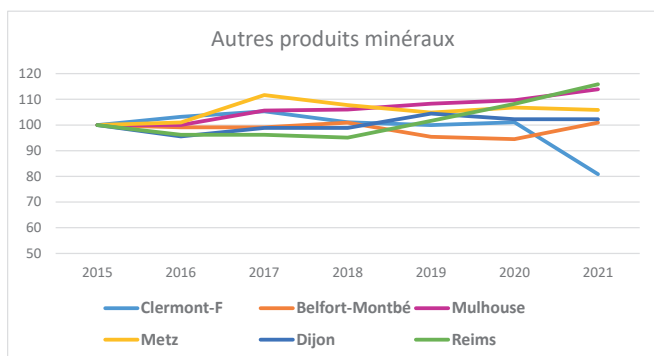
	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	331	316	329	-1
Metz	122	122	140	+15
Reims	261	252	279	+7
Dijon	566	564	587	+4
Clermont-Ferrand	303	297	327	+8
Mulhouse	284	298	318	+12

La crise sanitaire n'a pas entamé la dynamique, tout au contraire.



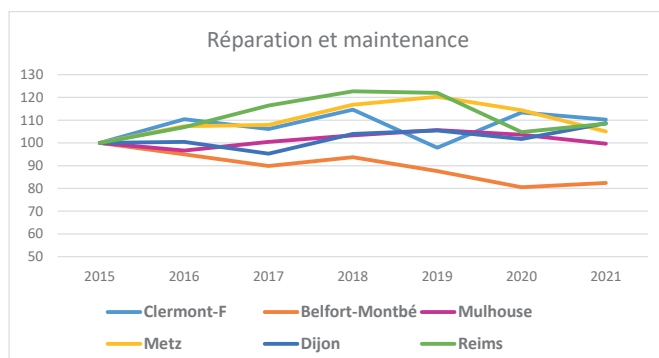
Autres produits minéraux non métalliques

L'emploi progresse régulièrement (+68 postes) dans ces activités (comme la fabrication d'éléments en bétons pré-contraints) depuis 2015. M2A est l'agglomération qui a le plus d'emplois dans cette catégorie d'activités.



Installation, maintenance industrielle

Sur la période 2015-2021, les effectifs sont stables dans m2A, alors que ce sont des activités où l'emploi tend à légèrement progresser, hormis dans la zone de Belfort-Montbéliard.



Ces sept activités, sur la période 2015/2021, ont été créateurs de 172 emplois. Si Mulhouse se démarque dans ces activités, c'est plutôt d'une manière positive dans la mesure où l'agglomération se montre souvent plus dynamique que les autres territoires. Malheureusement, cinq autres activités perdent beaucoup plus d'emplois.

Nombre de salariés dans les produits minéraux

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	2021
Belfort-Montbéliard	104	103	110	+1
Metz	108	110	109	+1
Reims	186	198	212	+4
Dijon	94	92	92	-2
Clermont-Ferrand	94	95	76	-19
Mulhouse	483	489	508	+5

La crise sanitaire n'a pas changé la dynamique et l'emploi est resté croissant depuis 2019. La bonne tenue du secteur de la construction dans la région mulhousienne explique sans doute cette dynamique.

Nombre de salariés de la maintenance industrielle

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	504	463	474	-6
Metz	409	389	357	-13
Reims	876	752	779	-11
Dijon	425	410	438	+3
Clermont-Ferrand	1164	1348	1311	+13
Mulhouse	1105	1084	1042	-6

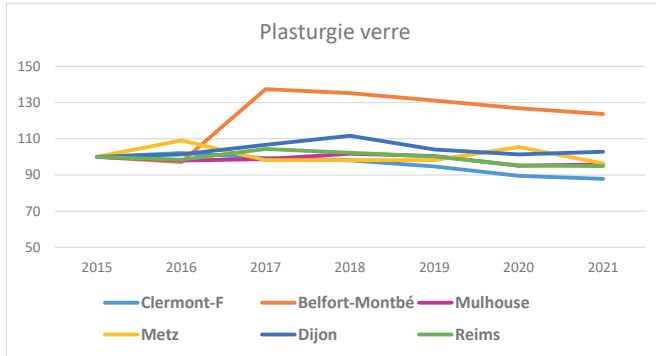
C'était le cas dans m2A jusqu'en 2019, depuis lors le secteur a perdu une soixantaine d'emplois. Seules les zones de Clermont-Ferrand et Dijon s'en sortent bien.



Les activités les moins dynamiques

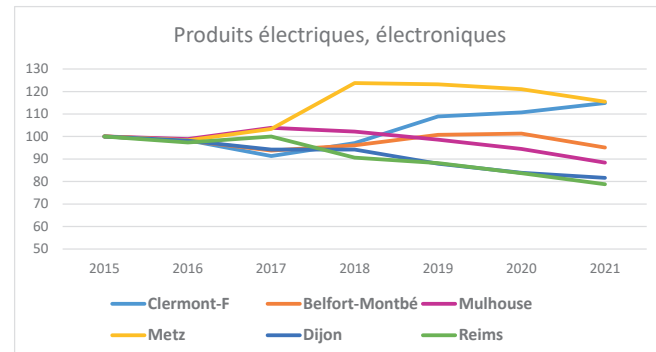
Plasturgie, verre

Activités qui, de manière générale, perdent des emplois (-10% pour les 6 agglomérations). Dans m2A, seules quelques dizaines d'emplois (34) ont été perdus depuis 2015.



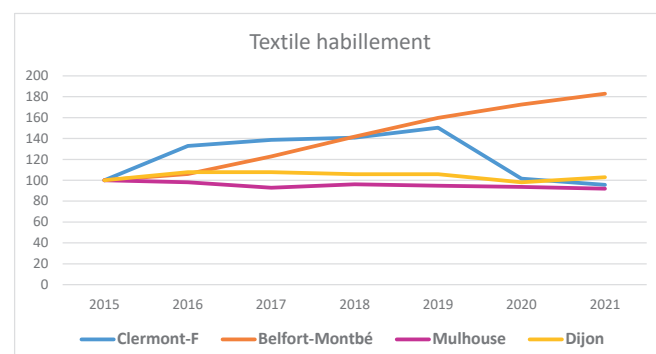
Fabrication de produits et équipements électriques et électroniques

Côté dynamique, depuis 2015, l'agglomération de Mulhouse est en milieu de peloton. Mais contrairement à Metz ou Clermont Ferrand, m2A perd des emplois (-42 postes) dans ces activités qui étaient déjà fort peu représentées.



Textile-habillement

La baisse des effectifs continue avec -29 postes depuis 2015.



Nombre de salariés de la plasturgie, verre

	Nb salariés			évolution en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	459	444	433	-6
Metz	54	58	53	-2
Reims	781	742	732	-6
Dijon	894	871	883	-1
Clermont-Ferrand	11430	10804	10601	-7
Mulhouse	816	772	778	-5

Ces emplois perdus l'ont été pour l'essentiel en 2020 et 2021. La question est de savoir si c'est conjoncturel ou structurel dans des activités très fortement concurrentielles.

Nombre de salariés dans les produits élec et électroniques

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	388	390	366	-6
Metz	223	219	209	-6
Reims	395	375	353	-11
Dijon	1124	1073	1044	-7
Clermont-Ferrand	527	536	556	-6
Mulhouse	357	342	320	-10

La crise a accéléré les pertes. En 2 ans, 37 postes ont été perdus, ce qui constitue l'un des pourcentages de perte les plus élevés. Comme le secteur est faiblement employeur, cela n'a qu'un impact réduit, comparativement à l'automobile par exemple.

Nombre de salariés dans le textile-habillement

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	551	595	631	+15
Metz	31	27	27	-13
Reims	33	30	28	-18
Dijon	109	101	106	-3
Clermont-Ferrand	206	139	131	-36
Mulhouse	341	337	331	-3

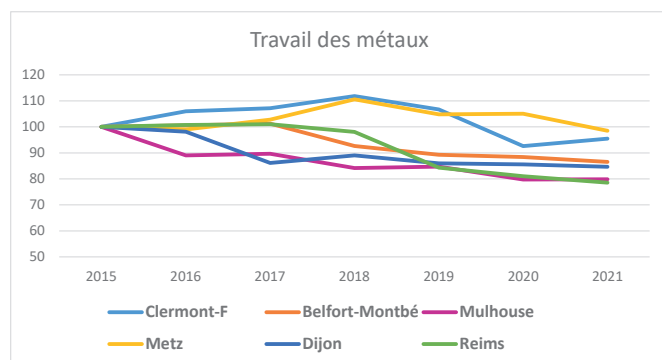
Seule la zone de Belfort-Montbéliard s'en sort bien, grâce à la maroquinerie de luxe.



Avec ces trois premières activités, les pertes sont limitées : -105 postes. Avec les trois suivantes, les pertes sont beaucoup plus élevées : 2 250 postes perdus depuis 2015

Le travail des métaux

Les effectifs baissent continuellement depuis 2015. 154 postes ont été perdus. m2A est, avec l'agglomération de Reims, celle qui présente la dynamique la plus négative, dans des activités qui sont, de manière générale en régression.



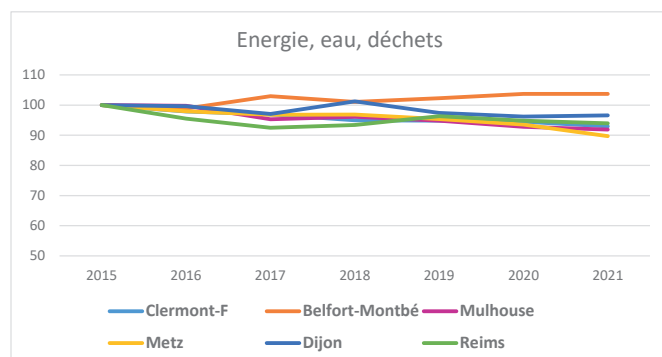
Nombre de salariés dans le travail des métaux

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	3037	3010	2945	-3
Metz	416	417	391	-6
Reims	829	796	772	-7
Dijon	867	863	854	-2
Clermont-Ferrand	893	775	799	-11
Mulhouse	648	610	611	-6

Pendant la période COVID, le domaine a perdu une quarantaine de postes.

Energie, eau, déchets

Sur la période 2015/2022, m2A a perdu 146 emplois dans ces activités, ce qui la place parmi les territoires les moins dynamiques, même si l'emploi est généralement orienté à la baisse partout sauf à Belfort-Montbéliard.



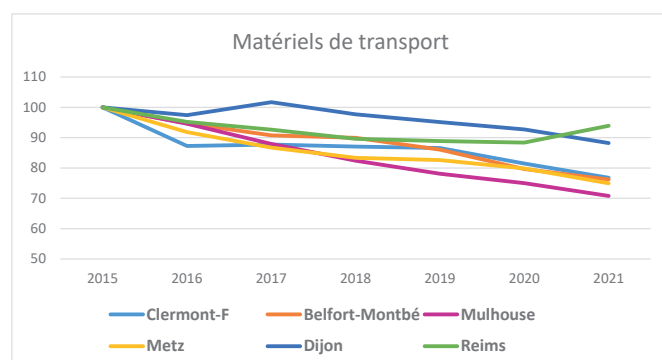
Nombre de salariés dans l'énergie, eau déchets

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	801	812	812	+1
Metz	2176	2134	2046	-6
Reims	1510	1487	1473	-3
Dijon	1737	1715	1722	-1
Clermont-Ferrand	2081	2073	2039	-2
Mulhouse	1705	1669	1652	-3

Ces 3 dernières années, les pertes d'effectifs continuent avec une cinquantaine de postes perdus.

Les matériels de transport

m2A est le territoire qui a la dynamique négative la plus forte. Depuis 2015, 1 950 postes ont été perdus, ce qui, exprimé en %, est beaucoup plus que dans les autres territoires.



Nombre de salariés de la fabrication de matériels de transport

	Nb salariés			évol en %
	2019	2020	2021	
Belfort-Montbéliard	12331	11409	10918	-12
Metz	1327	1283	1204	-9
Reims	352	350	372	+6
Dijon	784	764	727	-7
Clermont-Ferrand	388	365	344	-11
Mulhouse	5219	5012	4729	-9

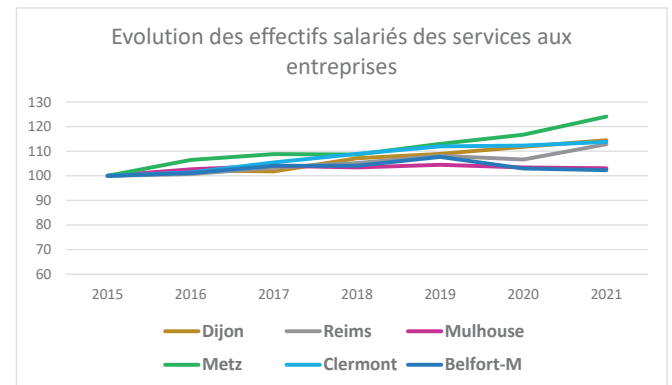
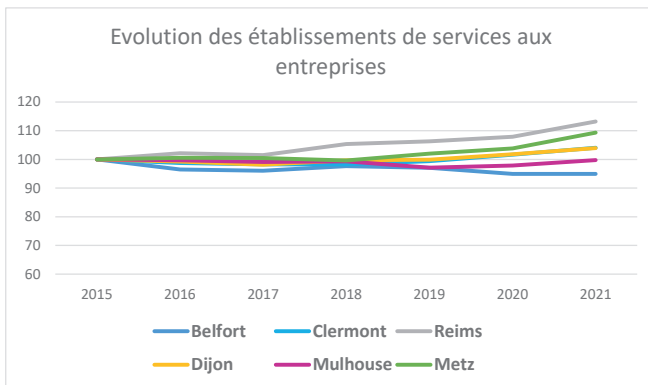
La crise sanitaire n'a rien changé à la dynamique qui reste négative avec 490 postes de perdus depuis 2019. C'est une tendance qui ne devrait pas s'inverser.



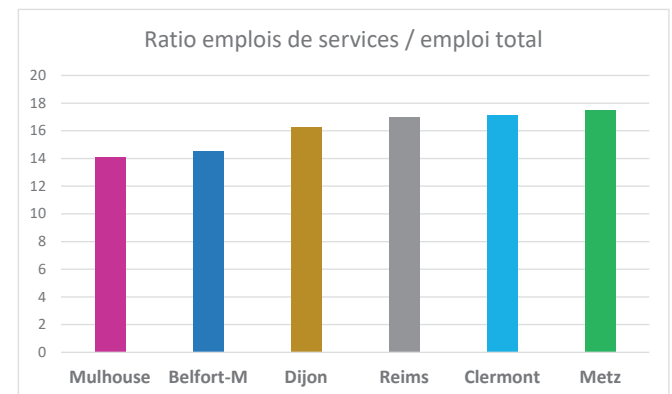
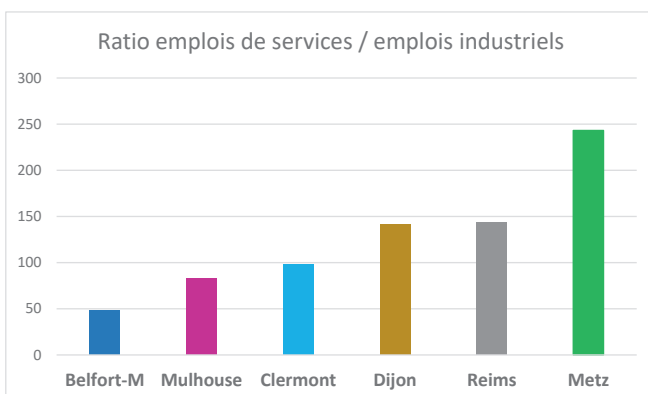
Les activités de services aux entreprises

Trois sous groupes forment cet ensemble d'activités de services aux entreprises. D'une part, les activités informatiques, d'autre part, les activités d'ingénierie et enfin, l'ensemble des activités de services qui sont le plus clairement orientées vers les entreprises. La nomenclature utilisée figure en page 25.

	Nb salariés des serv aux entreprises			Evol
	2019	2020	2021	en %
Belfort-Montbéliard	9942	9506	9445	-5
Clermont F	18646	18697	18942	+1,6
Reims	14061	13870	14674	+4,4
Dijon	14821	15211	15579	+5,1
Metz	12622	10340	13866	+9,9
Mulhouse	11807	11688	11648	-1,3



Le nombre d'établissements de services aux entreprises est stable dans m2A depuis 2015, alors qu'il est croissant dans les autres agglomérations, hormis Belfort-Montbéliard. Dans m2A, les effectifs salariés ont faiblement cru (+3%) depuis 2015. Metz, Clermont-Ferrand et Dijon ont des taux de progression nettement plus élevés, supérieurs à 10%. Les effectifs sont en baisse depuis 2019. La situation locale est caractérisée par un assez grand nombre d'établissements, de petite taille, à peine 10 personnes, contre 12 à Clermont, Dijon, Metz.



Comme l'AURM l'avait déjà relevé en d'autres occasions, le tissu de services aux entreprises est relativement faible. Ils représentent 14% des effectifs totaux, contre 17% à Metz ou Clermont-Ferrand. Mesuré par le ratio nombre d'emplois de services / nombre d'emplois industriels, on voit que l'agglomération de Mulhouse offre peu d'emplois de services par emploi industriel : 83 pour cent, contre 243 à Metz. Mais, dans ce cas, la faiblesse du tissu industriel (6 000 emplois) explique en partie ce ratio. Dans l'agglomération mulhousienne, ce ratio augmente peu depuis 2015, malgré la baisse des effectifs industriels. En question, la capacité du tissu local mulhousien à répondre aux demandes des entreprises industrielles ou la nature du tissu industriel ne faisant que peu appel à des compétences techniques.

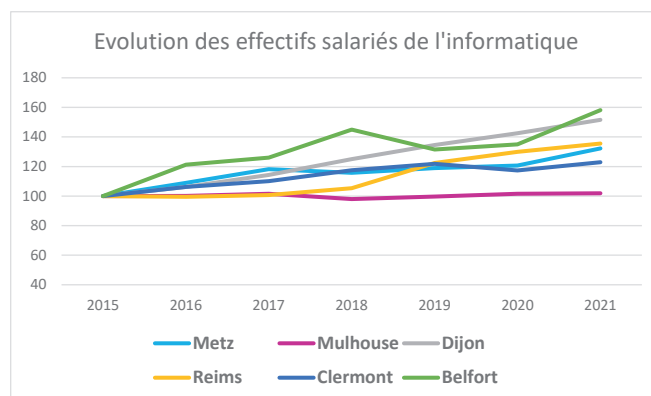
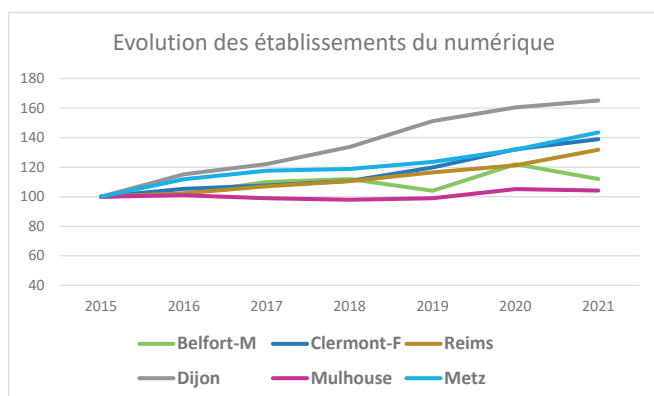
Les activités informatiques

Le crise sanitaire n'a pas entraîné de disparition d'emplois dans m2A. Au contraire ils ont mollement cru en 2020 et 2021 n'a pas montré de dynamique particulière. D'où un taux de croissance très faible, reflet de la dynamique de la branche depuis 2015.

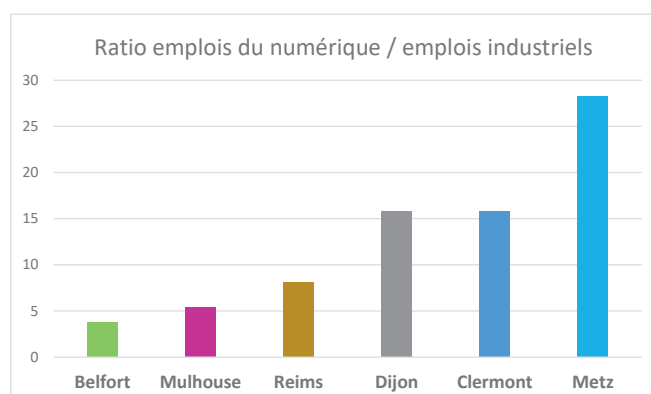
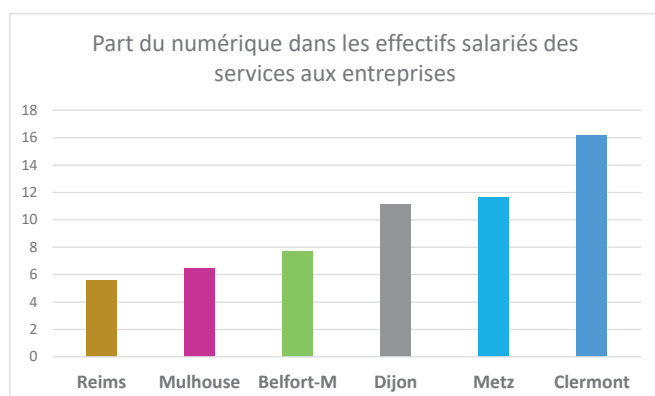
Nombre d'établissements et de salariés de l'informatique

	Nb salariés de l'informatique			Evol
	2019	2020	2021	en %
Belfort-Montbéliard	606	622	729	+20,3
Clermont Ferrand	3036	2924	3064	+1
Reims	744	790	824	+10,8
Dijon	1544	1636	1740	+12,7
Metz	1449	1470	1612	+11,3
Mulhouse	739	753	755	+2,2

Les évolutions d'ensemble



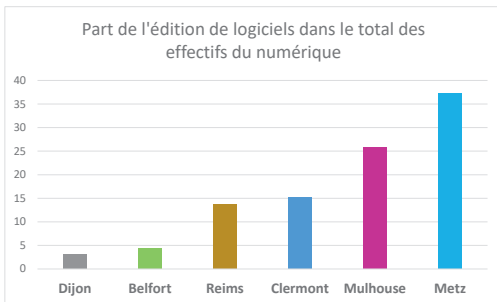
Le nombre d'établissements de l'informatique croit de 4% dans la région mulhousienne depuis 2015, alors que le taux de croissance dans les autres agglomérations dépasse 30%, hormis Belfort-Montbéliard. De même, alors que la croissance des effectifs salariés est au moins de 20% depuis 2015 dans les cinq autres agglomérations, les effectifs de l'informatique de la région mulhousienne n'ont augmenté que de 2%. Cela est à mettre au compte du fort recul des activités de conseil dans la région mulhousienne, mais aussi à une faible dynamique d'ensemble.



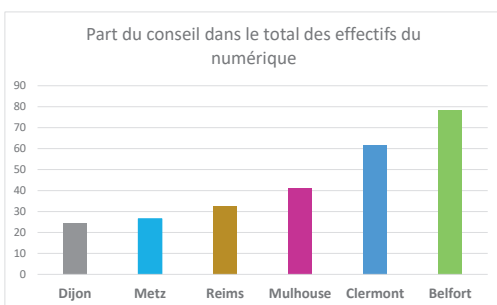
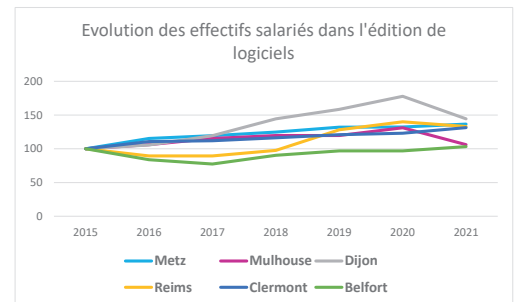
Qu'on le mesure par sa part dans les emplois des services aux entreprises ou par un ratio effectifs numériques/industriels, le poids des activités informatiques est faible dans m2A. Il y a 5 emplois du numérique pour 100 emplois industriels dans m2A quand il y en a 16 à Dijon et Clermont-Ferrand et 28 à Metz. De plus, malgré la baisse des effectifs industriels ce ratio stagne, alors qu'il croit fortement dans les autres agglomérations.



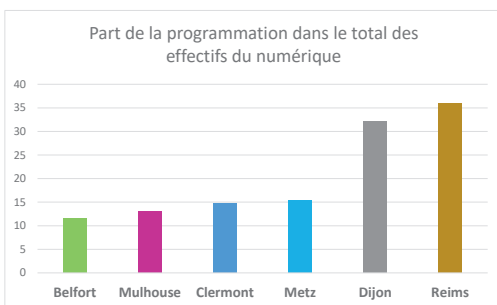
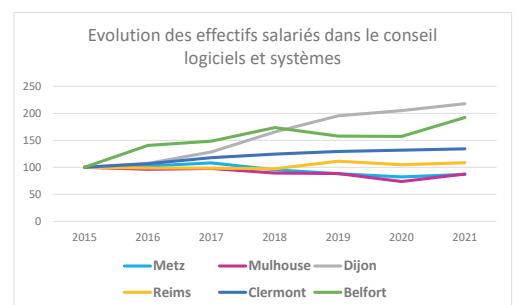
Détail des activités informatiques dans les 6 agglomérations



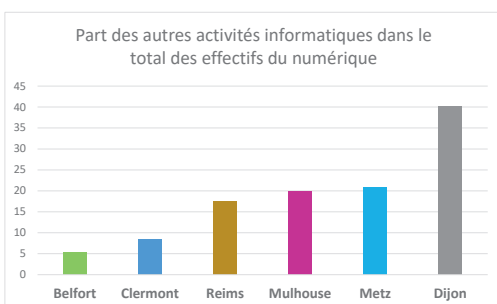
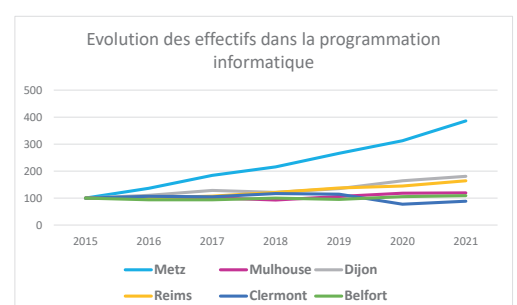
La **croissance des effectifs** était soutenue jusqu'en 2020, avec un gros recul des effectifs en 2021. Ce qui explique que la part de ces activités ait reculée de 32 à 26%. Cela réduit les gains à 11 postes depuis 2015.



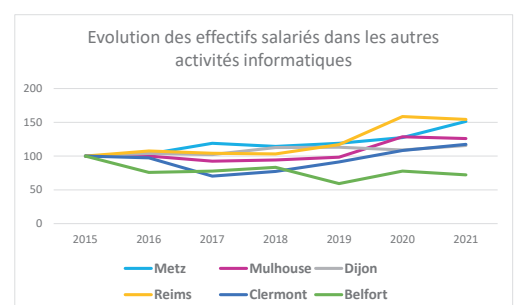
Secteur en fort recul en 2020 qui se redresse en 2021. Malgré ce les effectifs sont en baisse de 44 postes par rapport à 2015. Sauf à Metz, les effectifs des autres agglos sont fortement croissants dans ces activités.



Dans la programmation informatique, peu de personnes (100) sont employées dans m2A. Ces effectifs sont légèrement croissants depuis 2015 (+16 postes) alors qu'ils explosent dans les autres agglomérations hormis Clermont et Belfort



Les autres activités informatiques sont en légère croissance (+36 postes) depuis 2015. Très loin de la croissance à Metz ou Reims



L'agglomération de Mulhouse est nettement moins spécialisée que celles de Dijon, Belfort ou Reims. Il n'y a pas de dynamique forte dans aucune activité.



Les besoins en main d'oeuvre dans les métiers de l'informatique

Ces données n'ont pas été actualisées car les chiffres 2021 étaient inclus dans l'édition 2021. Les données 2022 seront jointes à celles de 2023 pour avoir des volumes significatifs

Pôle emploi réalise chaque année une enquête auprès des entreprises employeuses pour connaître leurs intentions d'embauche pour l'année à venir. Certes, toutes ces embauches ne seront pas réalisées, certaines entreprises allant au contraire au-delà de leurs prévisions. Mais les volumes d'embauches déclarés, suivis dans le temps, peuvent servir de témoin pour juger de l'évolution de la demande concernant certains métiers.

Pour gommer les variations annuelles, les intentions de deux années consécutives ont été sommées. Données qui concernent la zone d'emploi de Mulhouse et non la seule agglomération mulhousienne.

Intitulés métiers	2016/2017	2018/2019	2020/2021
Employés et opérateurs de l'informatique	11	40	47
Ingénieurs et cadres d'administration, maintenance en informatique	4	9	0
Ingénieurs et cadres d'études, R et D en informatique, chefs de projets informatiques	95	177	355
Techniciens de production et d'exploitation (installation, maintenance, support...) de systèmes d'information	13	70	65
Techniciens d'études et de développement en informatique (y compris webmasters, programmeurs...)	30	45	55
Total	153	341	522
En part du total des intentions d'embauche	1,2	2,2	2,7

Il en ressort que les métiers de l'informatique connaissent un engouement croissant. Ils ne représentent bien sûr qu'une faible part des intentions d'embauche, mais cette part est sensiblement croissante ces dernières années.

Il y a donc potentiellement une demande pour des personnes formées et notamment à haut niveau (ingénieurs et cadres, chefs de projets) en informatique. Il s'agit peut-être d'une spécificité locale : les jeunes formés dans ce domaine seraient en grande partie absorbés par des entreprises industrielles, plus que par des entreprises du numérique proprement dit.

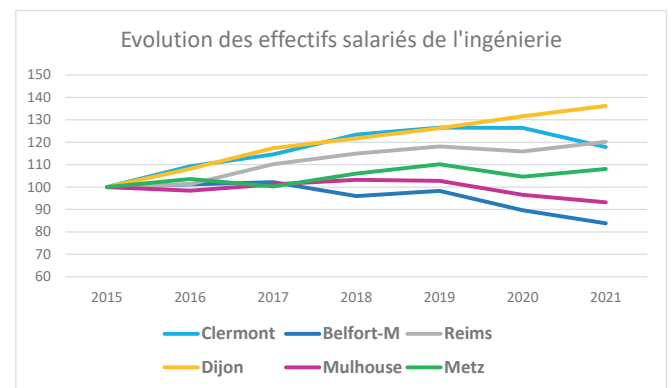
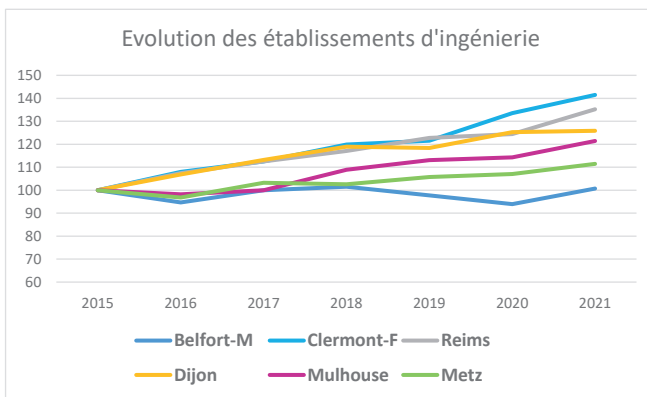


Les activités d'ingénierie

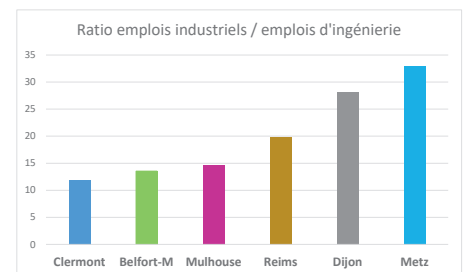
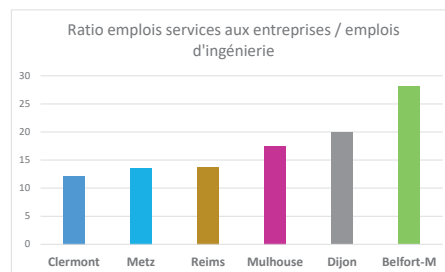
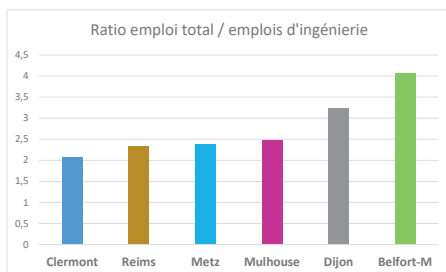
La crise sanitaire a eu un fort impact sur les activités d'ingénierie dans m2A. De plus, en 2021, aucun rebond n'a été constaté, ces activités continuent de perdre des emplois alors que la situation se redresse à Reims, Dijon et Metz.

Nombre de salariés des activités d'ingénierie

	Effectifs salariés			Evol
	2019	2020	2021	en %
Belfort-Montbéliard	3107	2835	2651	-14,7
Clermont Ferrand	2471	2468	2302	-6,8
Reims	1988	1951	2023	+1,8
Dijon	2872	2993	3097	+7,8
Metz	1918	1822	1882	-1,9
Mulhouse	2251	2115	2041	-9,3



Dans l'agglomération mulhousienne, le nombre d'établissements d'ingénierie a cru de 21% entre 2015 et 2021, ce qui situe l'agglomération dans une honnête moyenne. La crise sanitaire n'a pas entamé la croissance du nombre d'établissements depuis 2018 et qui ont continué d'augmenter en 2020 et 2021. Par contre, les effectifs salariés qui croissaient mollement de 2015 à 2019, n'ont cessé de baisser depuis. Sans reprise en 2021 contrairement à ce que l'on observe dans 3 autres agglomérations.



Que ce soit en termes de part de l'ingénierie dans l'emploi total ou dans l'emploi des services aux entreprises, l'agglomération mulhousienne n'est pas trop mal placée. Belfort-Montbéliard ressort clairement, portée par le centre technique de Stellantis. Par contre, le ratio d'emplois d'ingénierie pour 100 emplois industriels, est assez faible ce qui, là encore interroge sur la nature du tissu industriel local.



Données socio-économiques

Agglomérations	Nombre d'habitants				
	2008	2013	2018	2019	evol 2013/19
METZ	225 255	221 810	221 484	224 863	1,4
CLERMONT F	279 908	283 680	294 127	296 180	4,4
REIMS	288 579	292 005	295 926	296 154	1,4
BELFORT M	245 529	246 484	243 018	242 553	-1,6
DIJON	245 421	248 028	253 859	255 127	2,9
MULHOUSE	268 530	273 894	274 066	274 133	0,1

	taux de scolarisation			
	15-17 ans		18-24 ans	
	2018	2019	2018	2019
METZ	95,8	95,9	54,8	54,9
CLERMONT F	95,9	95,9	69,9	69,7
REIMS	95,4	95,4	66,7	66,8
BELFORT MONTBEL	95,7	95,7	47,1	47,2
DIJON	95,7	95,7	69	69
MULHOUSE	94,8	94,8	44,6	44,6

Ces données n'ont pas été actualisées car les chiffres 2021 ne sont pas disponibles

	Taux diplôme sup pop +15 non scolarisés		
	2008	2018	2019
METZ	28,5	35,2	35,1
CLERMONT F	27,6		26,7
REIMS	24,8	32,7	32,7
BELFORT	25	31,2	31,2
MONTBELIARD	17,8	22,4	22,4
DIJON	29,7	36,5	36,5
MULHOUSE	20	25,8	25,8

Pour cet indicateur et le suivant, l'INSEE ne fournit que des taux pour chaque agglomération. Il n'est donc pas possible de sommer les deux agglomérations de Belfort et de Montbéliard

	Part des cadres et prof intermédiaires dans la pop active				
	2008	2013	2018	2019	Evol 2008/19
METZ	43,40	45,90	47,10	47,20	3,80
CLERMONT F	45,10	47,20	49,90	49,90	4,80
REIMS	41,00	42,10	44,00	43,90	2,90
BELFORT	43,60	45,90	46,30	46,30	2,70
MONTBELIARD	37,20	38,80	39,40	39,40	2,20
DIJON	46,4	48,4	49,9	49,9	3,50
MULHOUSE	39,30	40,80	42,10	42,20	2,90

Source INSEE, recensement de la population

La situation socio-économique ne peut pas évoluer nettement d'une année sur l'autre. L'exercice est tout de même l'occasion de rappeler que le taux de scolarisation des jeunes mulhousiens est très faible. Même pour la classe 15-17 ans, l'agglomération accuse pratiquement 1 point de moins que les autres agglomérations. Dans la classe 18-24 ans, seuls 44% des jeunes sont scolarisés ce qui est de 20 points inférieur aux agglomérations les mieux placées. Les jeunes sont moins nombreux à poursuivre leur scolarité au-delà du Bac. De ce fait, la progression du taux de diplômés du supérieur est l'un des plus faibles des 5 EPCI (+5,8 points entre 2008 et 2018).

La part des cadres et professions intermédiaires est très faible et la progression de leur part est faible également (2 points de moins que Clermont Ferrand par exemple). Seules les agglomérations de Belfort et Montbéliard ont des progressions plus faibles.

Conclusion

Les dynamiques du village industriel

On peut retenir que le réinvestissement du village industriel et plus largement du quartier Fonderie commence à porter ses fruits.

Le « pari » KMØ s'est transformé en réussite, au point qu'il doit investir de nouveaux locaux pour y développer ses activités. C'est un lieu de production, de formation (Epitech, 42 Mulhouse Grand Est, Ligne numérique, CNAM, R2D2) et de création qui incube ses premières start up, à côté de celles issues du Village by CA et de SEMIA.

Avec l'ouverture de la Maison de l'industrie en 2021 et, à l'horizon 2025, du CETIM Grand Est et de sa plateforme d'accélération vers l'industrie du futur Quatrium Grand Est (provisoirement installée au KMØ et du FabLab « Technistub », le village industriel de la Fonderie mettra à disposition du tissu économique une plateforme technologique de premier ordre.

Non seulement des « start up » voient le jour à KMØ, mais la concentration de ces compétences et de ces outils incite des entreprises à rejoindre le village industriel.

Un immeuble est en cours de travaux pour qu'un groupe d'ingénierie (Nodarius) puisse s'y installer en 2023, 5 projets privés sont en cours de développement. Il ne reste que quelques bâtiments qui, pour l'heure, n'ont pas de destination précise.

Ces réalisations et projets témoignent d'une réelle dynamique dans le village industriel.

La nouveauté de l'édition 2022 tient à **une tentative de mesure des impacts financiers** des efforts consentis par les collectivités, l'Etat et l'Europe pour redynamiser ce site industriel. On retiendra que :

➔ Bien que l'investissement public ait été massif ces dernières années et que tous les projets privés ne soient pas encore réalisés, **l'effet de levier est positif.**

Un euro de dépenses publiques a généré un peu plus d'un euro d'investissement privé. Et **cet effet de levier va croître dans les années à venir**, au gré de la mise en oeuvre des projets privés en développement. Les projections effectuées situent l'effet de levier à 1,4 à l'horizon 2024.

➔ **La valeur patrimoniale du village industriel Fonderie a fortement crû** depuis son rachat par l'agglomération mulhousienne en 2014. L'ensemble des travaux de réhabilitation des bâtiments en friche, propriété de la collectivité, et des espaces publics ont redonné de la valeur à son patrimoine.

➔ La communication faite autour de la création du KMØ d'abord, de Nodarius et de Quatrium ensuite ont généré une cinquantaine d'articles dans la presse nationale et internationale. **La valeur de renom de la ville de Mulhouse et de sa région s'en trouve largement accrue** et avec elle, sans doute, son attractivité.

Les projets développés sur le site, combinés au salon Be Est industries du futur, font de Mulhouse une place reconnue en termes de savoir-faire technologique, de numérisation et d'automatisation des entreprises.

➔ **Il est encore trop tôt pour qu'un calcul de retour sur investissement soit pertinent.** Nous n'avons fait que l'ébaucher. En effet, le choix a été fait par la collectivité de louer certains locaux via des baux emphytéotiques. A charge pour le loueur de réaliser la plupart des travaux de réhabilitation. La contrepartie est que l'emphytéote bénéficie d'un loyer stable et relativement faible et ce sur une période allant, dans le cas du quartier industriel de 45 à 60 ans.

C'est sur cette échelle de temps que le retour sur investissement devra être apprécié. Toutefois, dès lors que la plupart des projets en cours auront été réalisés (normalement en fin 2024/début 2025), il devrait être possible d'établir des projections à peu près fiables des recettes annuelles escomptées, que ce soit au titre des loyers versés à la collectivité ou des impôts par elle perçus.

Les dynamiques du quartier Fonderie

Au-delà du village industriel, le quartier Fonderie est appelé à se renouveler lui aussi. L'édition 2023 fera un point sur l'avancement du projet urbain qui prévoit de mieux relier ce quartier au centre ville, de le verdir et de requalifier, via des opérations massives de rénovation, un habitat souvent ancien.

De ce point de vue, peut-être conviendrait-il dès à présent de **réfléchir à la destination de certains immeubles ou logements** dont la ville a pu ou pourra devenir propriétaire. En effet, les salariés, les créateurs d'entreprises du village industriel pourraient être intéressés par une résidence à immédiate proximité de leur lieu de travail. Leur « réserver » quelques logements pourrait de plus redonner un peu de mixité sociale à ce quartier qui en manque cruellement.

La réalisation d'une résidence de coliving par Vinci, comprenant près de 130 logements, doit permettre de répondre à cet objectif.



Dans cette édition, deux indicateurs ont été retenus :

➡ Le nombre, la taille et les activités présentes des entreprises dans le quartier. **Le nombre d'entreprises présentes dans le quartier croit fortement.** Les activités cibles : numérique, industrie, ingénierie et plus largement services aux entreprises sont en forte hausse depuis 2017. Le nombre d'emplois estimés dans le quartier est lui aussi en hausse : +500 depuis 2017.

Mais on constate que ces créations d'établissements ont surtout lieu dans le village industriel (rue Spoery) et que le développement d'activités dans le reste du quartier reste faible. L'effet «cluster» ne semble pas pour l'instant déborder du village industriel.

Autre facteur intéressant est que la taille des établissements présents augmente légèrement. Dans le numérique par exemple, en 2017, aucun n'était employeur. En 2021, ils sont 4 à employer jusque 19 salariés. C'est encore peu, mais souvenons nous que le KMØ ne s'est installé dans le quartier qu'en 2019!

➡ Le nombre de transactions et les prix de vente des logements. L'attractivité retrouvée du quartier devrait en principe faire croître ces deux indicateurs. En effet, **le nombre de Déclarations d'Intention d'Aliéner augmente en 2021** par rapport à 2019 et 2020, mais il faut être prudent puisque la crise sanitaire a bloqué un temps les transactions au cours de l'année 2020.

Cette prudence est de mise également en ce qui concerne **les prix de vente des logements qui sont plus élevés** toutefois que les années antérieures.

La distribution des prix de vente par rue, montre que le quartier reste très hétérogène, avec des valeurs allant de 700€ à 2 400€/le m².

L'impact de la politique de soutien à l'industrie et au numérique

Logiquement, le développement d'un centre d'expertise et d'une plateforme technologique devrait permettre aux entreprises industrielles du territoire de se moderniser davantage et plus rapidement. La politique de soutien devrait donc se traduire par de moindres pertes d'emplois (ou d'entreprises) dans l'industrie. De même, le développement d'un «cluster numérique» devrait attirer de nouvelles entreprises, dans le numérique et l'ingénierie tout particulièrement.

Comme pour le retour sur investissement, il est beaucoup trop tôt pour que l'impact puisse être mesuré. Ce n'est que dans la durée qu'il sera possible de voir comment évolue le tissu industriel, le secteur numérique et l'ingénierie dans l'agglomération mulhousienne.

Au 31 décembre 2021, et comparativement à la situation de 2015 choisie en référence, **l'agglomération ne se distingue pas par un fort rebond des établissements ou de l'emploi** dans aucun des secteurs d'activités cibles.

Comparativement à quelques agglomérations françaises, le territoire n'a pas amélioré sa position en matière d'activités informatiques ou d'ingénierie, mais cela pourrait changer très vite, avec le développement dans le village industriel des activités de Nodarius à compter de 2023 et l'extension du KMØ.



Nomenclature utilisée

Industrie

de 10.11Z à 39.00	ttes activ indus sauf boulangeries pâtisseries
95.11Z	Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques
95.12Z	Réparation d'équipements de communication
Autres activ industrielles = extraction, activ industrielles diverses (fab meubles, instruments musique, matériel médical...)	

Ingénierie

71.12B	Ingénierie, études techniques
72.20B	Analyses, essais techniques...
72.11 à 72.20Z	Recherche et développement
73.20Z	Etudes de marchés, sondages
74.10Z	Activ spécialisées design
74.90B	Autres activ spéc. Scientifs et techniques

Informatique

58.21Z à 58.29C	Edition de logiciels
62.01Z à 62.09 Z	Programmation, maintenance, gestion d'installations, autres
63.11Z et 63.12 E	Traitement de données, portails internet

Autres activités de service

de 49 à 52	Transport et entreposage
Toutes activités transport, sauf transport de voyageurs	
59.11B	Prod films publicitaires
63.91Z	Agences de presse
70.21 et 22	Activ juridiques et comtables
73.11Z	Agences de publicité
70.21Z	Conseil en relations publiques et communication
70.22Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
77.33Z	Location machines bureau & matériel informatique
77.40Z	Loc-bail de propriété intell. & sf oeuvres soumises à copyright
80.10 et 20Z	Activ de sécurité privée
81.10Z	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments
81.22Z	Nettoyage industriel
82.11Z	Services administratifs combinés de bureau
82.19Z	Photocopie prépa. Doc. & aut. activ. spéc. soutien de bureau
82.20 et 82.30	Centres d'appel, organisation de foires, salons
82.91Z	Activ. de recouvrement factures & d'info. financ. s/la clientèle
82.92Z et 82.99Z	Activ de conditionnement et autres soutiens aux entrep

Document réalisé par

L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne
www.aurm.org

33 avenue de Colmar - 68200 MULHOUSE
Tél. : 03 69 77 60 70 - Fax : 03 69 77 60 71

Rédaction : Didier Taverne,
didier.taverne@aurm.org
Décembre 2022

Directrice de la publication : Viviane Bégoc, directrice de l'AURM

*Toute reproduction autorisée avec mention précise
de la source et la référence exacte.*